

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
(Premier semestre clos le 30 septembre 2011)

Sommaire

Rapport d'activité sur les états financiers consolidés résumés, semestre clos le 30 septembre 2011	<i>Page 3</i>
Etats financiers consolidés résumés, semestre clos le 30 septembre 2011	<i>Page 27</i>
Rapport des auditeurs sur l'information financière semestrielle	<i>Page 65</i>
Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel	<i>Page 68</i>

**Rapport d'activité sur les états financiers consolidés résumés
Semestre clos le 30 septembre 2011**

RAPPORT D'ACTIVITE**SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES
SEMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2011**

Le présent rapport d'activité du premier semestre 2011/12 doit être lu en liaison avec les états financiers consolidés résumés du semestre clos le 30 septembre 2011 et le document de référence du Groupe pour l'exercice 2010/11 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 26 mai 2011.

1. Faits marquants du premier semestre clos le 30 septembre 2011**1.1. Rebond des commandes confirmé sur le premier semestre 2011/12. Dégradation de la rentabilité et du cash-flow libre du fait de la baisse du chiffre d'affaires.**

Confirmant la reprise commerciale observée sur la deuxième partie de l'exercice précédent, les commandes reçues par Alstom au cours du premier semestre 2011/12 ont atteint € 10 183 millions, en hausse de 40% en base organique comparé à l'année dernière. Alors que la demande, grevée par les perspectives économiques incertaines, est restée faible dans les pays occidentaux, le Groupe a su profiter de la croissance des pays émergents. Dans ce contexte, la part de ces derniers dans les commandes du Groupe a progressé et atteint 67%.

Avec d'importants contrats dans les activités gaz, charbon et service, le Secteur Thermal Power a enregistré € 4 650 millions de commandes, en hausse de 62% par rapport à l'année dernière. Profitant d'une forte demande dans toutes les régions, les commandes reçues par Renewable Power ont atteint € 1 015 millions et incluent notamment deux grands contrats de fermes éoliennes au Brésil et en Ethiopie, ainsi qu'un projet hydroélectrique en Inde. Grâce à d'importants contrats en Europe de l'Est (Russie, Pologne) et malgré des conditions moins favorables sur certains de ses marchés historiques, le Secteur Transport a atteint un niveau de commandes de € 2 665 millions, en hausse de 33% comparé à l'année dernière. Enfin, dans un marché globalement dynamique, les commandes reçues par Grid ont atteint € 1 853 millions, avec de nombreux contrats de taille petite et moyenne.

Avec un ratio commandes sur ventes de 1,1 sur le premier semestre 2011/12, le carnet de commandes a progressé pour atteindre € 47,4 milliards au 30 septembre 2011, soit 29 mois de chiffre d'affaires.

Conséquence du faible niveau de commandes enregistré pendant la crise financière, le chiffre d'affaires du premier semestre 2011/12 s'est contracté de 13% en base organique, à € 9 389 millions. En effet, la reprise commerciale récente ne s'est pas encore traduite en chiffre d'affaires et n'a pas permis de compenser le déficit engendré par la fin de plusieurs contrats significatifs remportés avant la crise et qui ont dégagé un chiffre d'affaires important l'année dernière. A l'exception de Renewable Power, cette tendance touche tous les Secteurs : en base organique, le chiffre d'affaires de Thermal Power diminue de 20%, celui de Transport de 15% et celui de Grid de 11%.

Du fait de la réduction du chiffre d'affaires, le résultat opérationnel a diminué de 18% à € 627 millions. Les mesures d'ajustement annoncées l'année dernière ont commencé à produire leurs effets mais sans compenser l'intégralité de l'impact de la réduction du chiffre d'affaires sur la marge brute ainsi que sur l'absorption des

coûts. En conséquence, la marge opérationnelle s'est établie à 6,7% ce semestre contre 7,3% au premier semestre 2010/11.

Le résultat net (part du groupe), pénalisé par la diminution du résultat opérationnel, s'élève à € 363 millions au premier semestre 2011/12 contre € 401 millions l'année passée. Il intègre un effet net d'impôt négatif de € 54 millions correspondant à l'allocation du prix d'acquisition (PPA) de Grid (amortissement de la marge en carnet de commandes et de la marge en stock).

L'incidence de la baisse du chiffre d'affaires sur les règlements clients, du besoin en fonds de roulement nécessaire au démarrage des activités de Transport dans certains pays (Russie, Inde) et de deux litiges clients (environ € 280 millions retenus) a conduit à une génération de cash-flow libre négatif de € (914) millions au cours du premier semestre 2011/12.

Après le paiement des dividendes pour € 183 millions et un cash-flow libre négatif, la dette nette du Groupe atteint € (2 748) millions au 30 septembre 2011 contre € (1 286) millions au 31 Mars 2011 et € (1 473) millions au 30 septembre 2010.

Au 30 septembre 2011, Alstom dispose de € 1 292 millions de trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que d'une ligne de crédit non utilisée de € 1,0 milliard.

1.2. Repenser l'organisation du Groupe pour améliorer ses performances

En janvier 2011, le comité exécutif d'Alstom a lancé le programme EASE (responsabilisation des collaborateurs, accélération du processus de prise de décision, simplification de l'organisation et efficacité collective). L'objectif est de soutenir le développement du Groupe grâce à une organisation plus simple et plus flexible lui permettant de répondre aux demandes spécifiques de chacun de ses marchés et d'en saisir les opportunités. Les premières actions ont été déployées dès le début de l'exercice en cours avec, par exemple, la mise en place d'une nouvelle organisation par régions chez Grid, et en juin 2011, l'annonce d'une importante réorganisation du Groupe. Cette dernière prévoit le renouvellement et l'élargissement du comité exécutif, la création d'un poste de Directeur Général Délégué et une nouvelle organisation des activités du Groupe en quatre Secteurs -Thermal Power, Renewable Power, Transport et Grid- chacun dirigé par un nouveau Président.

1.3. Adapter la base industrielle à l'évolution de la demande

Pour s'adapter à l'évolution de ses marchés, en termes de produits et de géographies, Alstom a mis en place des mesures pour consolider sa compétitivité et profiter de la croissance des pays émergents.

En octobre 2010, le Secteur Power a annoncé la réduction d'environ 3 500 emplois dans ses activités de production d'équipements pour les centrales thermiques, en Europe et en Amérique du Nord, ainsi que dans les fonctions centrales du Secteur. Plus de la moitié des réductions d'emplois prévues ont été réalisées et le reste est en cours.

En mars 2011, le Secteur Transport a annoncé un plan de réduction de 1 380 emplois, ciblé sur certains sites industriels en Allemagne, en Italie et en Espagne, pour faire face à la baisse de la demande dans ces pays et améliorer la compétitivité de sa base industrielle. Les accords avec les représentants du personnel ont été signés au cours du premier semestre 2011/12 et un tiers environ des réductions d'emplois prévues ont été effectuées avant fin septembre 2011.

1.4. Soutenir le développement du Groupe

Investissements

Au cours du premier semestre 2011/12, coûts de développement capitalisés exclus, les investissements ont atteint € 199 millions et permis le renforcement de l'implantation d'Alstom sur les marchés les plus dynamiques.

En Inde, le Secteur Thermal Power et son partenaire Bharat Forge ont poursuivi la construction d'une unité de production de turbines à vapeur et d'alternateurs située à Mundra. Le Secteur Transport, qui a remporté lors du précédent exercice une commande importante pour le métro de Chennai, a également investi dans le pays en implantant près de Chennai un site pour la production de matériels roulants. En Chine, le Secteur Renewable Power a entamé la seconde phase de la construction de l'unité de production d'équipements pour centrales hydroélectriques installée à Tianjin et le Secteur Transport a investi pour augmenter ses capacités de production de composants. Grid a également concentré son attention sur l'Asie, principalement en Inde et en Chine, où le Secteur a investi afin d'appuyer son expansion. Au Brésil, le Secteur Renewable Power a accompagné son développement dans les énergies éoliennes et hydrauliques par des investissements soutenus dans ses usines : une nouvelle unité d'assemblage d'éoliennes à Bahia et un des plus importants centres du Groupe pour la production d'équipements pour centrales hydroélectriques à Taubate. Enfin, Transport a entrepris l'extension de son site de Katowice (Pologne), afin d'augmenter sa capacité de production de chaudrons.

Acquisitions et Partenariats

Au cours du premier semestre, Alstom a poursuivi son expansion géographique en développant plusieurs partenariats.

En Chine, Alstom et Shanghai Electric Group ont signé en avril 2011 une lettre d'intention qui prévoit la création d'Alstom-Shanghai Electric Boilers Co. Avec le chiffre d'affaires cumulé des deux partenaires de € 2,5 milliards en 2010, cette société commune à 50/50 deviendrait le leader mondial du marché des chaudières pour centrales électriques au charbon. Elle bénéficierait de la compétitivité de Shanghai Electric, de sa forte implantation en Chine ainsi que de la technologie et de la proximité d'Alstom avec les producteurs d'électricité du monde entier. Par ailleurs, en septembre 2011, Alstom et China Datang Corporation ont signé un accord de partenariat stratégique à long terme ayant pour objet le développement de projets de démonstration de captage et de stockage du CO₂ en Chine. Deux de ces projets seront développés à échelle industrielle en Chine avec une mise en service prévue pour 2015.

En Russie, des avancées importantes ont été réalisées dans tous les Secteurs. En mai 2011, comme convenu en 2008 au début de leur coopération, Alstom a acquis une participation de 25% (plus une action) au capital de Transmashholding (TMH), principal constructeur ferroviaire russe. En septembre 2011, Alstom et Promelectronica ont annoncé leur intention de développer un partenariat pour commercialiser sur le marché russe et sur celui de la Communauté des Etats Indépendants des équipements de signalisation adaptés aux normes locales. Alstom a aussi confirmé son engagement de prendre part au développement du secteur énergétique russe en signant une série d'accords en juin 2011. Alstom et RusHydro, premier exploitant de centrales hydroélectriques russe, vont ainsi créer une unité commune de production d'équipements pour centrales hydroélectriques qui fournira notamment des équipements destinés à la modernisation de la centrale de la Cascade de Kubansky. Enfin, le secteur Grid a également signé deux accords afin de concevoir et produire des équipements de transmission de courant haute tension en Russie.

En ce qui concerne les acquisitions, Alstom est entré dans le marché de l'énergie houlomotrice (l'énergie produite par les vagues) en juin 2011 en acquérant 40% d'AWS Ocean Energy, une entreprise écossaise spécialisée dans les énergies renouvelables. Avec des ressources mondiales estimées entre 200 et 300 GW, l'énergie houlomotrice a le plus important potentiel de toutes les énergies marines. Cette opération vient compléter les activités d'Alstom Ocean Energy dans l'énergie hydrolienne.

Recherche et Développement

Au cours du premier semestre 2011/12, le groupe a dépensé € 354 millions en recherche et développement (hors capitalisation et amortissement) afin de développer de nouvelles technologies et d'améliorer sa gamme de produits.

Alstom a travaillé au développement de sa gamme de turbines à gaz dans l'objectif d'améliorer les performances, de réduire les émissions et d'accroître la souplesse opérationnelle avec des systèmes de combustion innovants. En juin 2011, le Groupe a présenté une nouvelle génération de la centrale à cycle combiné KA26 conçue pour des fréquences de 50 Hz et équipée de la nouvelle version de la turbine à gaz GT26. Cette technologie peut générer une puissance de plus de 500 MW. Un rendement de plus de 61% peut être atteint, avec une flexibilité d'exploitation accrue, qui permet une meilleure intégration dans le réseau des sources renouvelables intermittentes. En septembre 2011, Alstom a également dévoilé la dernière génération de la turbine à gaz GT24. Similaire à la GT26, la turbine GT24 est adaptée aux fréquences de 60 Hz utilisées dans de nombreux pays. L'amélioration des performances (le gain de puissance est de 15%) et la souplesse opérationnelle de la turbine GT24, associée à la centrale à cycle combiné KA24, garantissent une diminution des coûts de production de l'électricité. Grâce aux récents investissements dans son usine de Chattanooga (Tennessee), Alstom est prêt à approvisionner le marché nord-américain. En parallèle, le Groupe a poursuivi d'importants efforts de recherche et développement dans le domaine du captage et du stockage du CO₂. Fort de ses 12 projets de démonstration dans le monde, le Groupe a annoncé en juin 2011 que sa technologie était validée et serait rentable et compétitive face aux autres sources d'énergies non émettrices de CO₂.

Dans le secteur des énergies renouvelables, Alstom se positionne sur le marché de l'éolien offshore en développant une machine de 6 MW dont l'ergonomie simple, solide et efficace devrait permettre de réduire le coût de l'énergie éolienne offshore. La phase de test des prototypes qui s'étendra de 2011 à 2012 précède le lancement de préséries en 2013 et une production standardisée dès 2014. Cette éolienne sera utilisée par Alstom et EDF Energies Nouvelles pour répondre ensemble au récent appel d'offres de 3 GW pour l'éolien offshore français. Par ailleurs, le Secteur a inauguré à Nantes son nouveau département de recherche en énergie hydrolienne dont la technologie est licenciée du Canadien « Clean Current Power Systems Inc. ». Enfin, Alstom va déployer une nouvelle génération de turbines bidirectionnelles sous-marines, baptisées Orca et Beluga afin de produire de l'électricité à partir des courants marins. La turbine Beluga sera immergée en 2012 afin d'expérimenter son installation et sa maintenance en conditions réelles.

Les programmes de recherche et développement du Secteur Transport ont pour objectif d'accroître l'avance technologique de sa gamme de produits :

- en avril 2011, le secteur Transport, en partenariat avec la RATP, a annoncé la création de Metrolab, un laboratoire de recherche dédié au métro automatique du futur. En permettant d'augmenter la fréquence des trains, en parfaite sécurité et dans un confort optimal, les métros automatiques aident à diminuer l'encombrement des réseaux,

- en mai 2011, la première rame de la troisième génération de TGV¹, appelé « Euro-duplex », a été livrée à la SNCF. Ce train est le premier TGV à deux niveaux interopérable, capable de circuler sur tous les réseaux européens,
- en juin 2011, la première rame Coradia Polyvalent™ destinée aux régions françaises a été officiellement présentée au public. Doté d'une grande modularité, Coradia Polyvalent™ est un train régional à un niveau qui offre plusieurs types de configurations techniques et d'aménagements pour les passagers. Il peut circuler à 160 km/h, en version électrique ou bi-mode, et sous deux tensions,
- en septembre 2011, le secteur Transport et Transmashholding ont présenté la locomotive électrique destinée au train de voyageurs EP20, dont le défi sera de circuler à 200 km/h par grand froid.

Enfin, les programmes de recherche et développement de Grid ont visé à :

- accroître l'offre en courant continu haute tension (HVDC), avec des développements dans le domaine des transformateurs et des isolateurs et l'industrialisation des solutions pour convertisseur de source de tension récemment développées,
- accélérer le développement des réseaux Smart Grid, en améliorant la fiabilité, la stabilité et l'efficacité tout en réduisant les émissions de CO2 afin de mieux répondre aux besoins des consommateurs,
- atteindre les performances techniques requises sur les marchés ciblés (nouvelles chambres de coupure à niveau de tension nominale plus élevé par exemple),
- réduire les coûts de production en optimisant le design des produits.

1.5. Responsabilité sociale du Groupe

1.5.1. Ethique et Conformité

Dans le cadre du Programme d'Intégrité d'Alstom, de nouvelles initiatives sont continuellement prises pour développer la culture d'intégrité à travers le Groupe. Le Senior Vice-Président Ethique et Conformité dispose de toute l'autorité nécessaire à ses fonctions et a accès direct au Comité pour l'éthique et le développement durable du Conseil d'administration dont il est le secrétaire pour les sujets se rapportant à l'éthique et à la conformité.

Alstom a poursuivi le processus de certification, lancé en 2009 avec Ethic Intelligence, pour s'assurer que sa politique se situe au meilleur niveau des standards internationaux. Après un audit approfondi conduit par le cabinet suisse SGS, la certification des règles et procédures régissant les relations d'Alstom dans Power et Transport avec les intermédiaires et consultants commerciaux a été renouvelée le 8 avril 2011 et Alstom Grid a obtenu la certification de ses règles et procédures vis-à-vis des intermédiaires commerciaux le 17 mai 2011. Enfin, le Programme d'Intégrité d'Alstom dans son ensemble a été certifié le 12 septembre 2011.

Les ressources du département Ethique et Conformité sont complétées par une communauté de plus de 200 Ambassadeurs Ethique et Conformité qui jouent un rôle essentiel dans la diffusion de la culture d'intégrité.

¹ TGV est une marque déposée de la SNCF

2. Informations consolidées

2.1. Principales données du Groupe

En millions d'€	1er semestre	1er semestre	1er semestre	% Variation	
	30 septembre 11	30 septembre 10	30 septembre 09	sept 11 / sept 10 base réelle	sept 11 / sept 10 base organique
Carnet de commandes	47 382	45 287	43 787	5%	6%
Commandes reçues	10 183	7 038	7 134	45%	40%
Chiffre d'affaires	9 389	10 432	9 683	(10%)	(13%)
Résultat opérationnel	627	763	828	(18%)	
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>6,7%</i>	<i>7,3%</i>	<i>8,6%</i>		
Résultat d'exploitation	517	599	782	(14%)	
Résultat net part du Groupe	363	401	562	(9%)	
Cash Flow libre	(914)	(963)	77		
Capitaux employés	6 978	5 694	1 324		
Trésorerie nette	(2 748)	(1 473)	1 866		
Effectifs	92 701	94 569	79 480	(2%)	

2.2. Données géographiques

Total Groupe		1er semestre 30 septembre 2011				
Données base réelle, en millions d'€	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud et Centrale	Asie/Pacifique	Moyen-Orient/Afrique	Total
Commandes reçues	4 386	1 065	690	2 802	1 240	10 183
<i>% contrib</i>	<i>43%</i>	<i>10%</i>	<i>7%</i>	<i>28%</i>	<i>12%</i>	<i>100%</i>
Chiffre d'affaires	4 114	1 178	903	1 919	1 275	9 389
<i>% contrib</i>	<i>44%</i>	<i>12%</i>	<i>10%</i>	<i>20%</i>	<i>14%</i>	<i>100%</i>
Nombre d'employés	53 883	10 072	5 471	20 312	2 963	92 701
<i>% contrib</i>	<i>58%</i>	<i>11%</i>	<i>6%</i>	<i>22%</i>	<i>3%</i>	<i>100%</i>

Total Groupe		1er semestre 30 septembre 2010				
Données base réelle, en millions d'€	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud et Centrale	Asie/Pacifique	Moyen-Orient/Afrique	Total
Commandes reçues	3 178	1 040	526	1 435	859	7 038
<i>% contrib</i>	<i>45%</i>	<i>15%</i>	<i>7%</i>	<i>21%</i>	<i>12%</i>	<i>100%</i>
Chiffre d'affaires	4 810	1 260	739	1 713	1 910	10 432
<i>% contrib</i>	<i>46%</i>	<i>12%</i>	<i>7%</i>	<i>17%</i>	<i>18%</i>	<i>100%</i>
Nombre d'employés	55 959	10 037	5 519	19 688	3 366	94 569
<i>% contrib</i>	<i>59%</i>	<i>11%</i>	<i>6%</i>	<i>21%</i>	<i>3%</i>	<i>100%</i>

3. Perspectives

La récente reprise commerciale devrait se traduire par un niveau de chiffre d'affaires plus élevé au cours du second semestre 2011/12, ce qui, combiné à l'effet des actions en cours sur les coûts, devrait entraîner une amélioration de la performance opérationnelle. Cette prévision d'augmentation des ventes et de volume soutenu des commandes devrait également favoriser un cash-flow libre positif dans la seconde partie de l'exercice. Sur cette base, le Groupe confirme que la marge opérationnelle en mars 2012 devrait se situer entre 7 et 8 %.

Ces perspectives sont des « données prospectives » et sont donc sujettes à des incertitudes. Le succès de la stratégie du Groupe et de son plan d'action, son chiffre d'affaires, sa marge opérationnelle et sa situation financière pourraient être fort différents des buts et objectifs exprimés ci-dessus, si l'un des risques décrits dans la section « Facteurs de risques » du Document de Référence pour l'exercice 2010/11 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 26 mai 2011 et dans les notes aux comptes consolidés du semestre se terminant le 30 septembre 2011 ou tout autre risque non identifié venait à se concrétiser.

4. Analyse sectorielle

4.1. Thermal Power

Le Secteur Thermal Power regroupe les activités de production d'équipements, de réhabilitation, d'automatisation et de contrôle ainsi que de service pour les centrales à gaz, à vapeur ou nucléaires.

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs financiers et opérationnels du Secteur Thermal Power.

Thermal Power Données en base réelle en millions d'€	1 ^{er} semestre		% Variation sept. 11 / sept. 10	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	Réel	Organique
Carnet de commandes	18 339	17 405	5%	8%
Commandes reçues	4 650	2 864	62%	69%
Chiffre d'affaires	4 047	5 164	(22%)	(20%)
Résultat opérationnel	372	435	(14%)	
Marge opérationnelle	9,2%	8,4%		
Résultat d'exploitation	371	424	(13%)	
Capitaux employés	2 494	2 873		

4.1.1. Commandes reçues

Au cours du premier semestre 2011/12, les commandes reçues par le Secteur Thermal Power ont progressé de 62% par rapport à la même période l'année dernière, à € 4 650 millions. La demande pour les centrales thermiques est restée faible dans les économies développées où les capacités de production demeurent excédentaires, tandis que la forte croissance des pays émergents entraîne des besoins en capacité supplémentaire. Le cours du pétrole est demeuré un moteur puissant pour les investissements au Moyen-Orient et en Russie.

Dans ce contexte, le Groupe a remporté plusieurs appels d'offres dans les pays en croissance : des centrales thermiques en Malaisie et en Estonie, des systèmes de contrôle de la qualité de l'air à Taïwan et au Moyen-Orient, une centrale clé en main avec une turbine à gaz GT26 à Singapour et cinq turbines à gaz GT13E2 en Russie. Au total, huit turbines à gaz ont été commandées au cours du premier semestre 2011/12.

Thermal Power Données en base réelle, en millions d'€	1 ^{er} semestre		1 ^{er} semestre		% Variation sept. 11/10	
	30 sept. 11	% contrib	30 sept. 10	% contrib	Réel	Org.
Europe	1 602	34%	1 079	38%	48%	50%
Amérique du Nord	611	13%	722	25%	(15%)	(7%)
Amérique du Sud et Centrale	101	3%	87	3%	16%	22%
Asie/Pacifique	1 590	34%	604	21%	163%	173%
Moyen-Orient/Afrique	746	16%	372	13%	101%	107%
Commandes reçues par destination	4 650	100%	2 864	100%	62%	69%

Grâce à un niveau soutenu de commandes de service, aux contrats de turbines à gaz en Russie et à la commande d'une centrale électrique utilisant les schistes bitumineux en Estonie, les commandes reçues en Europe au cours du premier semestre 2011/12 ont augmenté de 48% par rapport à l'année dernière, pour atteindre € 1602 millions.

Avec € 611 millions, l'Amérique du Nord a représenté 13% des commandes reçues ce semestre. Il s'agit principalement de contrats de service et de systèmes de contrôle de la qualité de l'air.

En Amérique du Sud et Centrale, les commandes reçues se sont élevées à € 101 millions, soit 3% des commandes reçues par le groupe au cours de la période. Elles comprennent un contrat pour une turbine à gaz GT24 et un contrat de réhabilitation pour une turbine à vapeur au Mexique.

Les commandes reçues en Asie ont augmenté de 164% par rapport à l'année passée, pour s'élever à € 1 590 millions et représenter 34% des commandes reçues par le Secteur. Le Secteur a enregistré des commandes importantes dans la région : une centrale à charbon ultra-supercritique de 1 000 MW et l'extension d'un contrat de service sur une turbine à gaz en Malaisie et une centrale à cycle combiné à Singapour, associée à un contrat de service long terme. Thermal Power a également enregistré une commande pour une turbine GT13E2 au Bangladesh et pour un système de désulfuration des fumées par eau de mer pour une centrale à charbon de 3x800 MW à Taïwan.

Dans la région Moyen-Orient/Afrique, le Groupe a remporté un contrat pour la rénovation de quatre turbines GT13E2 aux Emirats Arabes Unis ainsi qu'une commande pour des systèmes de contrôle de la qualité de l'air en Arabie Saoudite. La région Moyen-Orient/Afrique a reçu 16% des commandes du Secteur au cours de la période.

Au cours du premier semestre 2011/12, les principales commandes du Secteur Thermal Power ont été les suivantes :

Pays	Description
Bangladesh	Une turbine à gaz GT13E2
Estonie	Une chaudière à lit fluidisé circulant de 300 MW, alimentée en schistes bitumineux extraits localement
Malaisie	Première centrale à charbon ultra-supercritique de 1 000 MW d'Asie du Sud-Est
Malaisie	Accord de service long terme (onze ans) pour neuf turbines à gaz GT13E2
Mexique	Une turbine à gaz GT24 et la réhabilitation d'une turbine à vapeur
Russie	Cinq turbines à gaz GT13E2
Arabie Saoudite	Dispositifs de réduction catalytique sélective et systèmes de désulfuration des fumées NID™ pour six chaudières de 80 MW ainsi que des chaudières à gaz
Singapour	Centrale clé en mains à cycle combiné avec une turbine GT26 et un contrat de service long terme associé
Taiwan	Système de désulfuration des fumées par eau de mer pour une centrale à charbon de 3x800 MW
Emirats Arabes Unis	Systèmes de contrôle de la qualité de l'air destiné à une fonderie d'aluminium
Etats-Unis d'Amérique	Renouvellement d'un contrat de service à long terme.

4.1.2. Chiffre d'affaires

Thermal Power affiche un chiffre d'affaires en baisse par rapport au premier semestre 2010/11, du fait du faible volume des commandes reçues pendant les deux années qui ont suivi la crise financière. Par ailleurs, le contexte politique a ralenti l'exécution de certains contrats dans la région Moyen-Orient/Afrique. Au cours du premier semestre 2011/12, le chiffre d'affaires s'est élevé à € 4 047 millions, en baisse de 22% comparé à l'année dernière.

Thermal Power					<i>% Variation sept. 11/10</i>	
Données base réelle, en millions d'€	1^{er} semestre	%	1^{er} semestre	%	<i>Réel</i>	<i>Org.</i>
	30 sept. 11	contrib	30 sept. 10	contrib		
Europe	1 603	40%	2 300	45%	<i>(30%)</i>	<i>(31%)</i>
Amérique du Nord	676	17%	832	16%	<i>(19%)</i>	<i>(11%)</i>
Amérique du Sud et Centrale	127	3%	121	2%	<i>5%</i>	<i>7%</i>
Asie/Pacifique	898	22%	583	11%	<i>54%</i>	<i>57%</i>
Moyen-Orient/Afrique	743	18%	1 328	26%	<i>(44%)</i>	<i>(41%)</i>
Chiffre d'affaires par destination	4 047	100%	5 164	100%	<i>(22%)</i>	<i>(20%)</i>

La contribution de l'Europe au chiffre d'affaires du Secteur Thermal Power a diminué, avec 40% (soit € 1 603 millions) contre 45% l'année passée (soit € 2 300 millions). Le chiffre d'affaires de l'Europe repose principalement sur l'exécution de contrats pour la construction de centrales à charbon aux Pays-Bas, en Allemagne, en Pologne et en République Tchèque.

Au cours du premier semestre 2011/12, le chiffre d'affaires en Amérique du Nord a atteint € 676 millions contre € 832 millions l'année dernière.

Les activités de service ont représenté une part importante du chiffre d'affaires du Secteur en Europe et en Amérique du Nord.

En Amérique du Sud et Centrale, le chiffre d'affaires du Secteur Thermal Power s'est élevé à € 127 millions contre € 121 millions au cours du premier semestre de l'année dernière, soit une hausse de 5%.

Dans la région Asie/Pacifique, le chiffre d'affaires a atteint € 898 millions au cours du premier semestre 2011/12 contre € 583 millions l'année dernière, soit 22% du chiffre d'affaires du Secteur. Cette augmentation est le résultat des succès commerciaux obtenus l'année dernière à Singapour ainsi qu'en Inde.

Dans la région Moyen-Orient/Afrique, le chiffre d'affaires a diminué de 44%, atteignant € 743 millions, suite à la mise en service commercial de plusieurs projets importants en Arabie Saoudite, dans les Emirats Arabes Unis et en Afrique du Nord. Le chiffre d'affaires a également été affecté par la situation politique dans certains pays de la région. La région Moyen-Orient/Afrique a représenté 18 % du chiffre d'affaires de Thermal Power.

4.1.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

Suite à la baisse d'activité sur la période, le résultat opérationnel du secteur Thermal Power est en recul de 14% comparé à l'année dernière à € 372 millions. Cependant, l'attention portée à la bonne exécution des contrats, les plans de restructuration mis en œuvre en Europe et en Amérique du Nord et le strict contrôle des coûts, ont permis d'améliorer la marge opérationnelle. Celle-ci atteint 9,2% ce semestre contre 8,4% au premier semestre 2010/11.

4.2. Renewable Power

Le Secteur Renewable Power regroupe les activités Hydro, Wind et Thermal Renewable.

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs financiers et opérationnels du Secteur Renewable Power.

Renewable Power Données en base réelle en millions d'€	1 ^{er} semestre		% Variation	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	sept. 11 / sept. 10	
			Réel	Organique
Carnet de commandes	4 143	4 051	2%	4%
Commandes reçues	1 015	767	32%	37%
Chiffre d'affaires	1 037	824	26%	29%
Résultat opérationnel	76	74	3%	
Marge opérationnelle	7,3%	9,0%		
Résultat d'exploitation	76	73	4%	
Capitaux employés	1 062	654		

4.2.1. Commandes reçues

Soutenue par le cadre réglementaire et par les préoccupations environnementales, l'activité commerciale du Secteur Renewable Power est restée soutenue dans toutes les régions. Les commandes reçues par le Secteur ont atteint € 1 015 millions, en hausse de 32% comparé à l'année dernière. Renewable Power a particulièrement bénéficié des investissements importants entrepris par plusieurs pays d'Asie et d'Amérique du Sud pour exploiter leur potentiel hydroélectrique. Le Secteur a également enregistré une commande importante pour la construction d'un parc éolien de 90 MW au Brésil.

Renewable Power Données en base réelle, en millions d'€	1 ^{er} semestre		%		% Variation sept. 11/10	
	30 sept. 11	30 sept. 10	contrib		Réel	Org.
Europe	228	329	22%	43%	(31%)	(29%)
Amérique du Nord	49	122	5%	16%	(60%)	(56%)
Amérique du Sud et Centrale	412	237	41%	31%	74%	75%
Asie/Pacifique	210	63	21%	8%	233%	257%
Moyen-Orient/Afrique	116	16	11%	2%	625%	622%
Commandes reçues par destination	1 015	767	100%	100%	32%	37%

Les commandes reçues en Europe ont diminué de 31% pour s'élever à € 228 millions ce qui représente 22% des commandes reçues par le Secteur. Les projets les plus importants concernent une turbine de 207 MW destinée à une nouvelle centrale hydroélectrique de pompage-turbinage au Portugal et la première phase de la réhabilitation d'un complexe hydroélectrique en Russie.

En Amérique du Nord, les commandes reçues sont passées de € 122 millions au premier semestre 2010/11 à € 49 millions pour ce semestre. La région a représenté 5% des commandes reçues par le Secteur. Renewable Power fournira une turbine à vapeur destinée à être utilisée dans une centrale solaire aux Etats-Unis d'Amérique, ce qui marque son entrée sur ce marché.

Le Secteur Renewable Power a bénéficié du développement des énergies renouvelables dans la région Amérique du Sud et Centrale qui a représenté 41% des commandes reçues avec € 412 millions, en hausse de 74% comparé à l'année dernière. D'importantes commandes ont été enregistrées au Brésil notamment pour la construction et la maintenance de trois fermes éoliennes et pour des équipements destinés à une nouvelle centrale hydroélectrique de 373 MW. Au Pérou, le groupe a remporté des contrats pour la fourniture d'ensembles turbine-alternateurs pour la deuxième plus importante centrale hydroélectrique du pays.

La région Asie/Pacifique, avec des commandes reçues à hauteur de € 210 millions, a représenté 21% des commandes reçues par le Secteur. Renewable Power fournira des équipements pour la première centrale

hydroélectrique de pompage-turbinage à vitesse variable en Inde ainsi que des équipements électromécaniques pour trois barrages représentant un total de 297 MW.

Avec un montant de commandes reçues à hauteur de € 116 millions, en hausse de 625% comparé à l'année dernière, la région Moyen-Orient/Afrique a représenté 11% des commandes reçues par le Secteur Renewable Power. Les commandes incluent notamment la fourniture d'éoliennes en Ethiopie.

Pays	Description
Brésil	Turbines hydroélectriques Kaplan et alternateurs pour les trois unités d'une centrale hydroélectrique de 373 MW
Brésil	Fourniture, installation, mise en service et maintenance à long terme d'éoliennes ECO 86 pour trois parcs éoliens
Ethiopie	Fourniture de 54 éoliennes ECO 74
Inde	4 groupes turbo-alternateurs à vitesse variable de 250 MW pour une centrale hydroélectrique de pompage-turbinage de 1 000 MW.
Inde	Fourniture et installation d'équipement électromécanique pour des centrales hydroélectriques de 2x48 MW, 2x50MW et 99 MW
Pérou	Deux turbines Francis de 200 MW pour une centrale hydroélectrique de 450 MW
Russie	Réhabilitation d'équipements hydro et électromécaniques sur une centrale hydroélectrique
Portugal	Fourniture d'une turbine pompe réversible Francis de 207 MW et d'équipements hydro et électromécaniques
Etats-Unis d'Amérique	Fourniture d'une turbine à vapeur de 125 MW et d'un alternateur destinés à une centrale thermique solaire

4.2.2. Chiffre d'affaires

L'augmentation soutenue des commandes reçues a entraîné une croissance de 26% du chiffre d'affaires, à € 1 037 millions. L'activité Wind s'est particulièrement développée.

Renewable Power	<i>% Variation sept. 11/10</i>					
	1^{er} semestre		1^{er} semestre		<i>Réel</i>	<i>Org.</i>
	30 sept. 11	% contrib	30 sept. 10	% contrib		
Données base réelle, en millions d'€						
Europe	272	26%	208	25%	31%	31%
Amérique du Nord	134	13%	99	12%	35%	44%
Amérique du Sud et Centrale	433	42%	286	35%	51%	53%
Asie/Pacifique	141	14%	182	22%	(23%)	(19%)
Moyen-Orient/Afrique	57	5%	49	6%	16%	16%
Chiffre d'affaires par destination	1 037	100%	824	100%	26%	29%

Le chiffre d'affaires réalisé en Europe par le Secteur a atteint 26%, soit € 272 millions, avec notamment la construction d'un parc éolien au Royaume-Uni et l'exécution de contrats pour des équipements hydroélectriques en Suisse.

Le chiffre d'affaires en Amérique du Nord a augmenté de 35% à € 134 millions (13% du total).

En Amérique du Sud et Centrale, le chiffre d'affaires s'est élevé à €433 millions, en hausse de 51%, et a représenté 42% du total de Renewable Power. L'avancement de projets de grande envergure en Amazonie dans l'activité hydroélectrique a fortement contribué à cette augmentation.

La région Asie/Pacifique a vu son chiffre d'affaires diminuer de € 182 millions à € 141 millions (-23%). Des projets hydroélectriques ont été exécutés principalement en Chine et en Inde.

La région Moyen-Orient/Afrique a représenté 5% du chiffre d'affaires du Secteur, atteignant € 57 millions.

4.2.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

Le résultat opérationnel du Secteur s'est élevé à € 76 millions. La marge opérationnelle a diminué de 9,0% l'année dernière à 7,3% ce semestre, du fait de la contribution plus importante de l'activité Wind, qui a affiché une rentabilité plus faible pendant ce semestre, au chiffre d'affaires de Renewable Power.

4.3. Transport

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs financiers et opérationnels du Secteur Transport :

Transport Données en base réelle en millions d'€	1 ^{er} semestre		% Variation	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	sept. 11 / sept. 10	
			Réel	Organique
Carnet de commandes	19 905	18 568	7%	8%
Commandes reçues	2 665	2 007	33%	34%
Chiffre d'affaires	2 461	2 917	(16%)	(15%)
Résultat opérationnel	123	213	(42%)	
Marge opérationnelle	5,0%	7,3%		
Résultat d'exploitation	92	177	(48%)	
Capitaux employés	1 196	422		

4.3.1. Commandes reçues

Au cours du premier semestre 2011/12, Transport a enregistré un montant de commandes de € 2 665 millions, en hausse de 33% comparé à l'année précédente grâce à plusieurs grands contrats signés en Europe de l'Est et au bon niveau des commandes de petite et moyenne taille. Confirmant les succès commerciaux de l'année dernière en Europe de l'Est, le Secteur a remporté des contrats importants en Russie ainsi qu'en Pologne et entend encore poursuivre le développement de ses positions dans la région. En revanche, le Secteur a fait face à des conditions difficiles dans certains de ses marchés historiques européens où des projets ont été repoussés en raison de perspectives économiques incertaines.

Transport Données en base réelle, en millions d'€	1 ^{er} semestre		%		% Variation sept. 11/10	
	30 sept. 11	30 sept. 10	contrib		Réel	Org.
Europe	2 062	1 376	77%	69%	50%	49%
Amérique du Nord	152	82	6%	4%	85%	103%
Amérique du Sud et Centrale	11	77	0%	4%	(86%)	(85%)
Asie/Pacifique	397	386	15%	19%	3%	6%
Moyen-Orient/Afrique	43	86	2%	4%	(50%)	(50%)
Commandes reçues par destination	2 665	2 007	100%	100%	33%	34%

En Europe, Alstom a reçu € 2 062 millions de commandes, en hausse de 50 % par rapport à l'année dernière, notamment grâce à des succès commerciaux sur les marchés d'Europe de l'Est. En partenariat avec Transmashholding, Alstom a signé un contrat pour la livraison de 200 locomotives électriques de fret en Russie. En Pologne, le Groupe a été retenu pour la fourniture et la maintenance de 20 trains régionaux Pendolino™. En Europe de l'Ouest, après deux années difficiles, les prises de commandes ont rebondi en Allemagne grâce à un contrat de 56 trains régionaux Coradia™ Lint. En France, Alstom a également remporté une commande de 66 rames pour le métro de Paris et 26 tramways Citadis pour la Communauté Urbaine de Bordeaux. L'Europe a représenté 77% des commandes reçues par le Secteur Transport au cours du premier semestre 2011/12.

Les commandes reçues en Amérique du Nord se sont élevées à € 152 millions contre € 82 millions enregistrés sur la même période de l'exercice précédent. Des commandes de trains régionaux Lint ont été enregistrées au Canada, confirmant le succès de ce produit. L'Amérique du Nord a représenté 6% des commandes reçues par Transport.

En Amérique du Sud et Centrale, Transport a enregistré € 11 millions de commandes, en baisse de 86% par rapport au premier semestre de l'exercice 2010/11.

Les commandes reçues en Asie/Pacifique ont augmenté de 3% de € 386 millions au premier semestre 2010/11 à € 397 millions pendant les six premiers mois de l'exercice 2011/12. Le Secteur Transport a notamment enregistré un système ferroviaire clé en main en Indonésie et des systèmes de signalisation à Taiwan.

Dans la région Moyen-Orient/Afrique, les commandes reçues par Transport ont atteint € 43 millions, en baisse de 50%. La crise politique qui a secoué la région a perturbé le niveau de commandes attendu dans certains pays. Au final, la région a enregistré 2% des commandes reçues par le Secteur.

Les principales commandes du Secteur Transport au cours du premier semestre 2011/12 ont été les suivantes :

Pays	Description
Allemagne	56 trains régionaux Coradia™ Lint pour le réseau de Cologne
France	66 rames MF01 pour les lignes 2, 5 et 9 du réseau de Paris
France	26 tramways Citadis pour la communauté Urbaine de Bordeaux
Indonésie	Contrat clé en main pour la fourniture d'un système ferroviaire destiné à l'exploitation minière
Pologne	20 trains régionaux Pendolino™ et le contrat de maintenance associé
Russie	Locomotives électriques de fret 2ES5
Taiwan	Système de signalisation CBTC pour le nouveau métro sans conducteur de Taichung

4.3.2. Chiffre d'affaires

Conformément aux attentes, le chiffre d'affaires a baissé temporairement suite à la fin de plusieurs contrats importants obtenus avant mars 2009 principalement en Europe tandis que les succès commerciaux enregistrés récemment, notamment dans les pays émergents, commencent juste à être exécutés. Le chiffre d'affaires est en baisse de 16% par rapport au premier semestre de l'année dernière, à € 2 461 millions.

Données base réelle, en millions d'€	1 ^{er} semestre		1 ^{er} semestre		% Variation sept. 11/10	
	30 sept. 11	% contrib	30 sept. 10	% contrib	Réel	Org.
Europe	1 709	69%	1 880	64%	(9%)	(9%)
Amérique du Nord	165	7%	184	6%	(10%)	(3%)
Amérique du Sud et Centrale	122	5%	193	7%	(37%)	(36%)
Asie/Pacifique	318	13%	485	17%	(34%)	(35%)
Moyen-Orient/Afrique	147	6%	175	6%	(16%)	(14%)
Chiffre d'affaires par destination	2 461	100%	2 917	100%	(16%)	(15%)

L'Europe a réalisé un chiffre d'affaires de € 1 709 millions, en baisse de 9%, suite au faible niveau des commandes enregistrées dans la région pendant les deux dernières années et à la montée en puissance progressive des contrats enregistrés lors de l'exercice précédent. L'exécution des contrats de trains à très grande vitesse en France et en Italie ont nettement avancé pendant la période. L'Europe a représenté 69% du chiffre d'affaires réalisé par Transport au cours du semestre.

Le chiffre d'affaires de la région Amérique du Nord a diminué de 10% par rapport à l'année dernière pour atteindre € 165 millions. Cette baisse s'explique par la fin du contrat des métros de New York et le démarrage progressif des contrats enregistrés pendant le deuxième semestre 2010/11. L'Amérique du Nord a représenté 7% de chiffre d'affaires de Transport.

En Amérique du Sud et Centrale, le chiffre d'affaires s'est élevé à € 122 millions, en baisse de 37% par rapport à l'année dernière.

Transport a réalisé un chiffre d'affaires de € 318 millions en Asie/Pacifique au cours du premier semestre 2011/12, en baisse de 34% par rapport à l'année dernière. Les trains régionaux X'trapolis ont été livrés à la ville de Melbourne. La région a représenté 13% du chiffre d'affaires de Transport pendant la période.

Le chiffre d'affaires dans la région Moyen-Orient/Afrique a chuté de 16% à € 147 millions. L'exécution des contrats clé en main a été affectée par les événements politiques même si les livraisons de tramways progressent en Algérie. Cette région a représenté 6% du chiffre d'affaires de Transport.

4.3.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

Le résultat opérationnel de Transport a diminué de 42% comparé au premier semestre 2010/11, à € 123 millions. La marge opérationnelle s'est établie à 5,0%. La performance opérationnelle du Secteur est affectée par le chiffre d'affaires en baisse et par une plus faible absorption des coûts. La rentabilité devrait s'améliorer progressivement grâce à l'exécution du plan de restructuration qui permettra de s'adapter aux conditions actuelles du marché.

4.4. Grid

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs financiers et opérationnels du Secteur Grid au cours du premier semestre de l'année 2011/12 :

Grid Données en base réelle en millions d'€			% Variation	
	1er semestre	7 Juin au	sept. 11 / sept. 10	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	Réel	Organique
Carnet de commandes	4 995	5 263	(5%)	(4%)
Commandes reçues	1 853	1 400	32%	(7%)
Chiffre d'affaires	1 844	1 527	21%	(11%)
Résultat opérationnel	107	88	22%	
Marge opérationnelle	5,8%	5,8%		
Résultat d'exploitation	36	22	64%	
Capitaux employés	2 139	2 059		

4.4.1. Commandes reçues

Le marché de la transmission a bénéficié de tendances favorables dans toutes les régions:

- hausse de la demande mondiale en électricité,
- croissance dans les pays émergents et particulièrement dans les BRIC,
- programmes de développement des énergies renouvelables (connexion des parcs éoliens offshore et onshore au réseau, grandes centrales hydroélectriques éloignées des consommateurs finaux...) et des réseaux supergrids,
- remplacement des équipements vieillissants dans les pays développés,
- exigence de performance et de stabilité des réseaux (smart grids).

Alors que les volumes ont été soutenus, la forte concurrence rencontrée dans plusieurs régions s'est traduite par une pression sur les prix.

Grid a enregistré € 1 853 millions de commandes au cours du premier semestre 2011/12, en baisse de 7% comparé à l'exercice précédent en base organique. Le bon niveau des commandes de petite et moyenne taille et la bonne performance de l'activité Systèmes de gestion de réseau en Amérique du Nord n'ont que partiellement compensé le nombre limité de commandes importantes.

Grid Données en base réelle, en millions d'€	1er semestre		7 juin au		% Variation sept. 11/10	
	30 sept. 11	% contrib	30 sept. 10	% contrib	Réel	Org.
Europe	494	27%	394	28%	25%	(13%)
Amérique du Nord	253	14%	114	8%	122%	74%
Amérique du Sud et Centrale	166	8%	124	9%	34%	7%
Asie/Pacifique	605	33%	383	27%	58%	15%
Moyen-Orient/Afrique	335	18%	385	28%	(13%)	(50%)
Commandes reçues par destination	1 853	100%	1 400	100%	32%	(7%)

En Europe, les commandes reçues ont atteint € 494 millions, soit 27% des commandes du Secteur. Grid a remporté de nombreux contrats de taille moyenne, principalement en Allemagne (parc éolien offshore), en Pologne (sous station à isolation gazeuse 400/220/110 KV) et en Islande (fourniture, construction, supervision et mise en service d'un groupe transformateur-redresseur).

Les commandes reçues en Amérique du Nord ont atteint € 253 millions, soit 14% des commandes du Secteur, principalement grâce à l'activité Systèmes de Gestion de Réseau aux Etats-Unis d'Amérique, à des commandes pour des systèmes clé en main au Mexique et pour la fourniture de transformateurs au Canada.

L'Amérique Centrale et du Sud a enregistré € 166 millions de commandes, principalement grâce à l'activité clé en main au Brésil. La région a totalisé 8% des commandes reçues par Grid.

La région Asie/Pacifique a représenté près du tiers des commandes reçues par Grid, avec un montant de € 605 millions. D'importants contrats ont été remportés en Australie pour le design et la construction clé en main de sous stations 330/132 KV ainsi qu'en Inde pour la construction, génie civil inclus, de sous stations isolées à l'air 765/400 KV et pour la construction de sous stations à extra haute tension 765 KV.

Dans la région Moyen-Orient/Afrique, les commandes reçues ont atteint € 335 millions (18% du total du Secteur). Grid a continué à bénéficier de l'importance des investissements en infrastructure menés dans la région. En Irak, le Secteur fournira des sous stations à isolation gazeuse, des autotransformateurs, des transformateurs élévateurs et des équipements électroniques à très haute tension. En Arabie Saoudite, Grid réalisera un projet clé en main pour la fourniture de sous stations 380/132 KV, un projet clé en main pour accroître la stabilité et la capacité de transfert des lignes de transmission 380 KV ainsi qu'un contrat d'installation de batteries de condensateurs dans des sous stations existantes (132/13,8 KV & 132/33 KV).

Les principales commandes du Secteur Grid au cours du premier semestre 2011/12 ont été les suivantes :

Country	Description
Arabie Saoudite	Fourniture de sous stations 380/132 KV
Arabie Saoudite	Projet clé en main pour accroître la stabilité et la capacité de transfert des lignes de transmission 380 KV
Arabie Saoudite	Installation de batteries de condensateurs dans 49 sous stations
Australie	Design et Construction d'une sous station 330/132 KV
Inde	Fourniture de sous stations isolées à l'air 765/400 KV et génie civil
Inde	Fourniture de sous stations à extra haute tension 765 KV
Irak	Fourniture de sous stations à isolation gazeuse, de transformateurs élévateurs et d'équipements électroniques à très haute tension pour deux centrales majeures

4.4.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de Grid a atteint € 1 844 millions au cours du premier semestre 2011/12 grâce au niveau d'activité soutenu de toutes les gammes de produits. Comparé à l'exercice précédent, le chiffre d'affaires a diminué de 11% en base organique du fait principalement de retard dans l'exécution de certains contrats en raison des crises politiques survenues dans ces pays.

Grid	1 ^{er} semestre		7 Juin au		% Variation sept. 11/10	
	30 sept. 11	% contrib	30 sept. 10	% contrib	Réel	Org.
Données base réelle, en millions d'€						
Europe	530	29%	422	28%	26%	(11%)
Amérique du Nord	203	11%	145	10%	40%	9%
Amérique du Sud et Centrale	221	12%	139	9%	59%	17%
Asie/Pacifique	562	30%	463	30%	21%	(7%)
Moyen-Orient/Afrique	328	18%	358	23%	(8%)	(34%)
Chiffre d'affaires par destination	1 844	100%	1 527	100%	21%	(11%)

Le chiffre d'affaires a atteint € 530 millions en Europe. Les principaux contributeurs sont la Russie grâce à des projets d'électronique de puissance et le Royaume-Uni avec la fourniture de transformateurs et la réalisation de projets clé en main.

En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires s'est élevé à € 203 millions, soit 11% du total du Secteur. Il est principalement lié à la livraison de disjoncteurs, de transformateurs et de systèmes de gestion de réseau.

Le chiffre d'affaires en Amérique Centrale et du Sud a atteint € 221 millions. Il provient en grande partie de l'exécution d'importants contrats au Brésil et en Uruguay.

L'Asie/Pacifique a représenté 30% du chiffre d'affaires de Grid, avec un montant de € 562 millions. L'activité a été particulièrement soutenue en Inde, en Australie, en Indonésie et en Corée du Sud.

Le chiffre d'affaires dans la région Moyen-Orient/Afrique s'est élevé à € 328 millions, soit 18% du total du Secteur. L'exécution d'un solide carnet de commandes pour la fourniture de sous stations 220/132/33/11 KV, ainsi que de postes de transformation aux Emirats Arabes Unis, a grandement contribué à la réalisation du chiffre d'affaires de la région.

4.4.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

Le résultat opérationnel de Grid a atteint € 107 millions, soit 5,8% du chiffre d'affaires. Les priorités du Secteur sont la bonne exécution de son carnet de commandes et le contrôle de ses coûts. Grid poursuit la mise en œuvre de son plan d'amélioration des performances dont les objectifs sont l'amélioration de sa compétitivité et le renforcement de son positionnement sur le marché par l'innovation et la différenciation.

4.5. Corporate et autres

"Corporate et autres" comprend toutes les unités supportant les coûts de siège ainsi que l'activité International Network.

Le tableau ci-dessous présente les principales informations financières concernant Corporate et autres:

Corporate et autres	1 ^{er} semestre	1 ^{er} semestre
(en millions d'€)	30 septembre 2011	30 septembre 2010
Résultat opérationnel	(51)	(47)
Résultat d'exploitation	(58)	(97)
Capitaux employés	87	(314)

L'augmentation des capitaux employés est principalement due à l'acquisition d'une participation de 25% dans le capital de Transmashholding.

5. Revue opérationnelle et financière

5.1. Cash flow libre

Le cash flow libre se définit comme la variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation, moins les dépenses d'investissement (incluant les coûts de développement capitalisés), nettes des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles. Le cash flow libre n'inclut pas le produit des cessions d'activité.

L'indicateur financier le plus directement comparable en normes IFRS au cash flow libre est la variation nette de trésorerie liée à l'exploitation. Un rapprochement entre ces deux indicateurs est présenté ci-dessous :

Total Groupe	1^{er} semestre 30 septembre 2011	1^{er} semestre 30 septembre 2010
en millions d'€		
Variation nette de la trésorerie d'exploitation	(595)	(651)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (incluant les coûts de développement capitalisés)	(328)	(333)
Produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	9	21
Cash flow libre	(914)	(963)

Alstom utilise le cash flow libre aussi bien à des fins d'analyses internes que pour sa communication externe car le Groupe estime qu'il apporte un éclairage pertinent sur le montant réel de trésorerie générée ou utilisée par l'exploitation.

5.2. Trésorerie nette

La trésorerie nette est définie comme la somme de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers courants, et des actifs financiers non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière, diminuée de la dette financière courante et non courante.

5.3. Liquidités

Le tableau suivant présente le détail d'indicateurs issus du tableau des flux de trésorerie consolidés :

Total Groupe

en millions d'€	1^{er} semestre 30 septembre 2011	1^{er} semestre 30 septembre 2010
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation - hors variation du besoin en fonds de roulement	608	974
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 203)	(743)
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation	(595)	231
Variation nette de la trésorerie liée aux investissements	(373)	(3 081)
Variation nette de la trésorerie liée au financement	(412)	1 180
Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 380)	(1 670)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période	2 701	4 351
Incidence des variations de taux de conversion	(32)	24
Autres variations	3	(4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période	1 292	2 701

5.4. Capitaux employés

Les capitaux employés sont définis comme étant la somme du goodwill, des actifs incorporels, des immobilisations corporelles, des autres actifs non courants (à l'exclusion des excédents d'actifs de couverture et des actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière), des actifs courants (à l'exclusion des valeurs mobilières de placement, des autres actifs financiers courants et de la trésorerie et équivalents de trésorerie), diminuée des provisions non courantes et des passifs courants autres que dettes financières courantes.

Les capitaux employés par Secteur et pour l'ensemble du Groupe sont présentés en note 4 aux comptes consolidés du 30 septembre 2011.

Les capitaux employés sont utilisés aussi bien à des fins d'analyses internes que pour la communication externe dans la mesure où ils apportent un éclairage sur le montant des ressources financières utilisées par un Secteur ou par le Groupe, et sur la rentabilité d'un Secteur ou du Groupe par rapport aux ressources utilisées.

A la fin du premier semestre de l'exercice 2011/12, les capitaux employés ont atteint € 6 978 millions, contre € 5 356 millions à fin mars 2011, en raison essentiellement de la variation du besoin en fonds de roulement.

Total Groupe	Au 30 septembre	Au 31 mars
en millions d'€	2011	2011
Actifs non courants	12 487	12 042
moins impôts différés	(1 404)	(1 287)
moins actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière	(424)	(429)
moins actifs de couverture des engagements de retraite	(17)	(28)
Capitaux employés - actifs non courants (A)	10 642	10 298
Actifs courants	17 294	17 591
moins trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 292)	(2 701)
moins valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers courants	(53)	(50)
Capitaux employés - actifs courants (B)	15 949	14 840
Passifs courants	19 301	19 316
moins dettes financières courantes	(548)	(629)
plus provisions non courantes	860	1 095
Capitaux employés - passifs (C)	19 613	19 782
Capitaux employés (A)+(B)-(C)	6 978	5 356

6. Données organiques

Les chiffres présentés dans cette section incluent des indicateurs de performance présentés à structure réelle et sur une base organique. Les chiffres sont présentés sur une base organique afin d'éliminer l'incidence des modifications de périmètre et de la conversion en euros des comptes libellés en devises étrangères.

Le Groupe utilise les chiffres présentés sur une base organique à la fois à des fins d'analyses internes et pour sa communication externe car il estime qu'ils permettent d'analyser et d'expliquer les variations d'une période à une autre. Cependant, ces chiffres présentés sur une base organique ne sont pas des indicateurs de performance selon les principes comptables IFRS.

Pour calculer les chiffres sur une base organique, les chiffres présentés sur une base réelle sont ajustés comme suit :

- retraitement des chiffres réels de 2010/11 avec les taux de change utilisés dans les comptes consolidés pour le premier semestre de l'exercice 2011/12, pour le carnet de commandes, les commandes reçues, le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel ;
- ajustements liés aux modifications de périmètres, sur ces mêmes indicateurs, à la fois pour l'exercice 2010/11 (retraitement des cessions d'activités) et pour l'exercice 2011/12 (retraitement des acquisitions d'activités). En particulier, la contribution de Grid sur la période du 1^{er} avril 2011 au 6 juin 2011 a été éliminée des chiffres du premier semestre 2011/12 puisque les chiffres comparables du premier semestre 2010/11 ne se rapportent qu'à la période commençant le 7 juin 2010, date d'acquisition de Grid par le Groupe.

Le tableau qui suit présente l'estimation de l'incidence des variations de taux de change et des variations de périmètre pour tous les indicateurs publiés dans ce document, à la fois à structure réelle et sur une base organique.

en millions d'€	1 ^{er} semestre - 30 septembre 2010				1 ^{er} semestre - 30 septembre 2011				
	Données réelles	Effet change	Effet périmètre	Données organiques	Données réelles	Effet périmètre	Données organiques	% Var Act. sept 11 / sept 10	% Var Org. sept 11 / sept 10
Thermal Power	17 405	(379)	-	17 026	18 339	-	18 339	5%	8%
Renewable Power	4 051	(57)	-	3 994	4 143	-	4 143	2%	4%
Transport	18 568	(111)	-	18 457	19 905	-	19 905	7%	8%
Grid	5 263	(73)	-	5 190	4 995	-	4 995	(5%)	(4%)
Corporate & Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Carnet de commandes	45 287	(620)	-	44 667	47 382	-	47 382	5%	6%
Thermal Power	2 864	(109)	-	2 755	4 650	-	4 650	62%	69%
Renewable Power	767	(25)	-	742	1 015	-	1 015	32%	37%
Transport	2 007	(19)	-	1 988	2 665	-	2 665	33%	34%
Grid	1 400	(34)	-	1 366	1 853	(580)	1 273	32%	(7%)
Corporate & Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commandes reçues	7 038	(187)	-	6 851	10 183	(580)	9 603	45%	40%
Thermal Power	5 164	(134)	-	5 030	4 047	-	4 047	(22%)	(20%)
Renewable Power	824	(19)	-	805	1 037	-	1 037	26%	29%
Transport	2 917	(23)	-	2 894	2 461	-	2 461	(16%)	(15%)
Grid	1 527	(43)	-	1 484	1 844	(522)	1 322	21%	(11%)
Corporate & Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires	10 432	(219)	-	10 213	9 389	(522)	8 867	(10%)	(13%)
Thermal Power	435	(11)	-	424	372	-	372	(14%)	(12%)
Renewable Power	74	(3)	-	71	76	-	76	3%	7%
Transport	213	(3)	-	210	123	-	123	(42%)	(41%)
Grid	88	(3)	-	85	107	(16)	91	22%	7%
Corporate & Autres	(47)	-	-	(47)	(51)	-	(51)	9%	9%
Résultat opérationnel	763	(20)	-	743	627	(16)	611	(18%)	(18%)
Thermal Power	8,4%			8,4%	9,2%		9,2%		
Renewable Power	9,0%			8,8%	7,3%		7,3%		
Transport	7,3%			7,3%	5,0%		5,0%		
Grid	5,8%			5,7%	5,8%		6,9%		
Corporate & Autres									
Marge opérationnelle	7,3%			7,3%	6,7%		6,9%		
Chiffre d'affaires	10 432	(219)	-	10 213	9 389	(522)	8 867	(10%)	(13%)
Coût des ventes	(8 540)	179	-	(8 361)	(7 614)	414	(7 200)	(11%)	(14%)
Frais de R&D	(329)	3	-	(326)	(306)	18	(288)	(7%)	(12%)
Frais commerciaux	(422)	8	-	(414)	(438)	37	(401)	4%	(3%)
Frais généraux et administratifs	(378)	9	-	(369)	(404)	37	(367)	7%	0%
Résultat opérationnel	763	(20)	-	743	627	(16)	611	(18%)	(18%)

7. Autres informations

7.1. Risques

Les risques juridiques sont présentés dans la Note 24 aux comptes consolidés résumés au 30 septembre 2011. Les risques financiers (risque de change, risque de crédit, risque de taux d'intérêt et risque de liquidité) et leur gestion sont présentés dans la Note 22 aux comptes consolidés résumés au 30 septembre 2011 et dans la Note 25 aux comptes consolidés au 31 mars 2011 et les autres facteurs de risques sont présentés dans le Document de référence 2010/11 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 26 mai 2011, aucune évolution significative n'étant à mentionner au titre du premier semestre de l'exercice 2011/12.

7.2. Informations sur la société-mère

ALSTOM, la société-mère du Groupe, n'a pas d'activité industrielle ou commerciale et par conséquent, ses revenus sont composés essentiellement de commissions et redevances facturées à ses filiales pour l'emploi du nom Alstom, de dividendes et d'autres recettes financières.

Le résultat net du premier semestre de l'exercice 2011/12 s'élève à € 77 millions, contre € 93 millions pour la même période de l'exercice précédent.

7.3. Parties liées

Au cours du premier semestre 2010/11, aucune nouvelle transaction significative avec des parties liées n'a été conclue.

**Etats financiers consolidés résumés
Semestre clos le 30 septembre 2011**

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES

(en millions d'€)	Note	Semestre clos le		Exercice clos le
		30 septembre	30 septembre	31 mars
		2011	2010	2011
CHIFFRE D'AFFAIRES	(4)	9 389	10 432	20 923
Coût des ventes		(7 614)	(8 540)	(16 938)
Frais de recherche et développement	(5)	(306)	(329)	(703)
Frais commerciaux		(438)	(422)	(902)
Frais administratifs		(404)	(378)	(810)
RESULTAT OPERATIONNEL	(4)	627	763	1 570
Autres produits	(6)	5	17	46
Autres charges	(6)	(115)	(181)	(852)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(4)	517	599	764
Produits financiers	(7)	32	31	57
Charges financières	(7)	(106)	(83)	(193)
RESULTAT AVANT IMPOT		443	547	628
Impôt sur les bénéfices	(8)	(90)	(131)	(141)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence		15	-	3
RESULTAT NET		368	416	490
Attribuable :				
- aux propriétaires de la société mère		363	401	462
- aux participations ne donnant pas le contrôle		5	15	28
Résultat net par action (en €)	(9)			
- Résultat de base		1,23	1,36	1,57
- Résultat dilué		1,22	1,35	1,56

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre	30 septembre	31 mars
	2011	2010	2011
Résultat net de la période	368	416	490
Gains (pertes) sur instruments financiers de couverture	(18)	(13)	(9)
Gains (pertes) sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-	12
Ecart de conversion	24	4	(55)
Gains (pertes) actuariels	(293)	(274)	(183)
Impôts	61	49	93
Autres éléments du résultat global	(226)	(234)	(142)
Résultat global consolidé	142	182	348
Attribuable :			
- aux propriétaires de la société mère	138	175	330
- aux participations ne donnant pas le contrôle	4	7	18

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés

BILANS CONSOLIDES

(en millions d'€)	Note	Au 30 septembre	Au 31 mars
		2011	2011
ACTIF			
Ecart d'acquisition	(10)	5 461	5 396
Immobilisations incorporelles	(10)	1 925	1 934
Immobilisations corporelles	(11)	2 683	2 651
Participations dans les sociétés mises en équivalence et titres non consolidés	(12)	474	207
Autres actifs non courants	(13)	540	567
Impôts différés		1 404	1 287
Total des actifs non courants		12 487	12 042
Stocks et encours	(14)	3 360	3 363
Contrats de construction en cours, actif		3 695	2 479
Clients et comptes rattachés		5 176	6 053
Autres actifs opérationnels courants	(15)	3 718	2 945
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers courants		53	50
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 292	2 701
Total des actifs courants		17 294	17 591
Total de l'actif		29 781	29 633

(en millions d'€)	Note	Au 30 septembre	Au 31 mars
		2011	2011
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
Capitaux propres - attribuables aux propriétaires de la société mère	(17)	4 018	4 060
Capitaux propres - attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		84	92
Total capitaux propres		4 102	4 152
Provisions non courantes	(19)	860	1 095
Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	(20)	1 400	1 145
Emprunts non courants	(21)	3 487	3 346
Dettes non courantes sur contrats de location-financement	(21)	483	491
Impôts différés		148	88
Total des passifs non courants		6 378	6 165
Provisions courantes	(19)	1 396	1 387
Emprunts courants	(21)	499	578
Dettes courantes sur contrats de location-financement	(21)	49	51
Contrats de construction en cours, passif		9 265	9 166
Fournisseurs et comptes rattachés		4 015	4 071
Autres passifs opérationnels courants	(23)	4 077	4 063
Total des passifs courants		19 301	19 316
Total des capitaux propres et du passif		29 781	29 633

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'€)	Note	Semestre clos le		Exercice clos le
		30 septembre	30 septembre	31 mars
		2011	2010	2011
Résultat net		368	416	490
Dotation aux amortissements, dépréciations et charge relative aux paiements fondés sur des actions		322	369	671
Engagements de retraite et avantages assimilés		(38)	(76)	(150)
Plus / moins-values sur cessions d'actifs		(9)	22	70
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (nette des dividendes reçus)		(15)	1	-
Charge/(produit) d'impôt différé inscrit au compte de résultat		(20)	(18)	(107)
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation hors variation du besoin en fonds de roulement		608	714	974
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'exploitation	(16)	(1 203)	(1 365)	(743)
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation		(595)	(651)	231
Produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles		9	21	44
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (inclus les coûts de R&D capitalisés)	(4)	(328)	(333)	(791)
Diminution des autres actifs et passifs non courants		7	27	(1)
Acquisition de Grid (€ -2 323 millions) nette de la trésorerie acquise (€ 328 millions)	(3)	28	(2 023)	(2 023)
Acquisition d'activités après déduction de la trésorerie acquise		(74)	(129)	(242)
Cession d'activités après déduction de la trésorerie nette cédée		(15)	(7)	(68)
Variation nette de la trésorerie liée aux investissements		(373)	(2 444)	(3 081)
Augmentation de capital		2	3	9
Dividendes versés y compris versements aux participations ne donnant pas le contrôle		(206)	(374)	(378)
Emissions d'emprunts obligataires	(21)	-	500	1 500
Variation nette des emprunts courants et non courants		(88)	225	33
Variation nette des dettes sur contrats de location-financement		(19)	(22)	(41)
Variation nette des valeurs mobilières de placement et autres actifs et passifs financiers courants		(101)	55	57
Variation nette de la trésorerie liée au financement		(412)	387	1 180
(Diminution)/Augmentation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(1 380)	(2 708)	(1 670)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période		2 701	4 351	4 351
Incidence des variations de taux de conversion		(32)	50	24
Autres variations		3	(8)	(4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période		1 292	1 685	2 701
<i>Impôts payés</i>		<i>(159)</i>	<i>(134)</i>	<i>(248)</i>
<i>Intérêts payés</i>		<i>(46)</i>	<i>(5)</i>	<i>(107)</i>

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre	30 septembre	31 mars
	2011	2010	2011
Analyse de la variation de la trésorerie nette/(endettement net) (*)			
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(1,380)	(2 708)	(1 670)
Variation nette des valeurs mobilières de placement et des autres actifs et passifs financiers courants	101	(55)	(57)
Variation nette des obligations	-	(500)	(1 500)
Variation nette des emprunts courants et non courants	88	(225)	(33)
Variation nette des dettes sur contrats de location-financement	19	22	41
Dettes nettes des entités acquises à leur date d'acquisition et autres variations	(290)	(229)	(289)
<i>Diminution/(Augmentation) de l'endettement net</i>	<i>(1 462)</i>	<i>(3 695)</i>	<i>(3 508)</i>
Trésorerie nette/(Endettement net) en début de période	(1 286)	2 222	2 222
Trésorerie nette/(Endettement net) en fin de période	(2 748)	(1 473)	(1 286)

(*) La trésorerie nette/(endettement net) se définit comme la somme de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des valeurs mobilières de placement, des autres actifs financiers courants et des autres actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière (voir Note 13), déduction faite de la dette financière (voir Note 21).

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

<i>(en millions d'€, à l'exception du nombre d'actions)</i>						Capitaux propres - attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres- attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Nombre d'actions en circulation	Capital	Primes d'émission	Réserves	Autres éléments du résultat global			
Au 31 mars 2010	293 841 996	2 057	630	2 605	(1 201)	4 091	10	4 101
Variation des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(132)	(132)	(10)	(142)
Résultat net de la période	-	-	-	462	-	462	28	490
Total du résultat global	-	-	-	462	(132)	330	18	348
Conversion d'ORA	275	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre et autres	-	-	-	(24)	9	(15)	76	61
Dividendes distribués	-	-	-	(364)	-	(364)	(12)	(376)
Augmentation de capital par exercice d'options	466 379	3	4	-	-	7	-	7
Emission d'actions réservées aux salariés et paiements fondés sur des actions	110 654	1	(1)	11	-	11	-	11
Au 31 mars 2011	294 419 304	2 061	633	2 690	(1 324)	4 060	92	4 152
Variation des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(225)	(225)	(1)	(226)
Résultat net de la période	-	-	-	363	-	363	5	368
Total du résultat global	-	-	-	363	(225)	138	4	142
Variation de périmètre et autres	-	-	-	(7)	-	(7)	-	(7)
Dividendes distribués	-	-	-	(183)	-	(183)	(12)	(195)
Augmentation de capital par exercice d'options	96 441	-	1	-	-	1	-	1
Emission d'actions réservées aux salariés et paiements fondés sur des actions	118 568	1	-	8	-	9	-	9
Au 30 septembre 2011	294 634 313	2 062	634	2 871	(1 549)	4 018	84	4 102

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1. PRESENTATION DU GROUPE	33
NOTE 2. PRINCIPES COMPTABLES	34
NOTE 3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION	36
NOTE 4. INFORMATIONS SECTORIELLES	39
NOTE 5. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	43
NOTE 6. AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES	44
NOTE 7. RESULTAT FINANCIER	45
NOTE 8. IMPOT SUR LES BENEFICES	46
NOTE 9. RESULTAT PAR ACTION	46
NOTE 10. ECARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	47
NOTE 11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	49
NOTE 12. PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE ET TITRES NON CONSOLIDES	49
NOTE 13. AUTRES ACTIFS NON COURANTS	50
NOTE 14. STOCKS ET ENCOURS	50
NOTE 15. AUTRES ACTIFS OPERATIONNELS COURANTS	51
NOTE 16. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	51
NOTE 17. CAPITAUX PROPRES	52
NOTE 18. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS	53
NOTE 19. PROVISIONS	54
NOTE 20. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES	55
NOTE 21. DETTE FINANCIERE	57
NOTE 22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS	58
NOTE 23. AUTRES PASSIFS OPERATIONNELS COURANTS	59
NOTE 24. PASSIFS EVENTUELS ET CONTENTIEUX	59
NOTE 25. PARTIES LIEES	64
NOTE 26. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	64

NOTE 1. PRESENTATION DU GROUPE

Alstom (« le Groupe ») opère sur le marché de la production et de la transmission de l'énergie au travers des Secteurs Thermal Power, Renewable Power et Grid ainsi que sur le marché du transport ferroviaire au travers du Secteur Transport. Le Groupe conçoit, fournit et entretient pour ses clients une gamme complète de produits et systèmes de technologie avancée et possède des compétences uniques en intégration de systèmes, ainsi qu'en maintenance et service après-vente couvrant la durée de vie de ces produits et systèmes.

Le 15 juin 2011, le Président-Directeur Général a annoncé la réorganisation des activités opérationnelles du Groupe en quatre secteurs. La réorganisation a été effective en date du 4 juillet 2011.

Alstom a connu une période de forte croissance suivie par la nécessaire adaptation à l'environnement plus difficile créé par la crise. Au moment où les prises de commandes reprennent, cette nouvelle organisation va permettre à l'entreprise de mieux anticiper les mutations de ses métiers, d'accélérer son développement et de faciliter la réalisation de ses objectifs de performance. Elle va renforcer la capacité d'anticipation stratégique du groupe, accentuer la priorité donnée par les Secteurs à leurs objectifs opérationnels (efficacité commerciale, développement des produits, qualité et exécution) et simplifier les modes de travail (accélération des décisions, allègement des processus, décentralisation des responsabilités).

Les activités opérationnelles du Groupe, auparavant réparties entre trois Secteurs (Power, Grid et Transport), sont désormais exercées au sein de quatre Secteurs (Thermal Power, Renewable Power, Grid et Transport). La réorganisation du Secteur Power en deux Secteurs, Thermal et Renewable, permet de simplifier la gestion de chaque entité et de mieux prendre en compte les spécificités des marchés.

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées en quatre secteurs :

- ***Thermal Power***

Le Secteur Thermal Power offre une gamme complète pour la production d'énergie à partir du gaz ou du charbon. La gamme de solutions s'étend de l'installation de centrales électriques intégrées à la fourniture de tous types de turbines, d'alternateurs, de chaudières et de systèmes de contrôle des émissions. Il propose également un ensemble de services couvrant notamment la modernisation, la maintenance et l'assistance à l'exploitation des centrales. Le Secteur fournit en outre des îlots conventionnels pour centrales nucléaires.

- ***Renewable Power***

Le Secteur Renewable Power propose des solutions clé en main, des turbines et alternateurs, des équipements de contrôle-commande et des services dans les secteurs hydroélectrique et éolien. S'y ajoutent les offres concernant la géothermie et le thermo-solaire.

- **Grid**

Le Secteur Grid conçoit et fabrique des équipements et des solutions clé en main pour piloter les réseaux électriques et transporter l'électricité depuis la centrale jusqu'à l'utilisateur, qu'il s'agisse d'une société publique de distribution, d'un industriel ou d'une usine de production.

- **Transport**

Le Secteur Transport fournit des équipements, des systèmes et des services ferroviaires pour les transports urbains, régionaux et grandes lignes, ainsi que pour le transport de fret.

Thermal Power et Renewable Power étaient regroupés dans un seul secteur Power dans les états financiers du semestre clos le 30 septembre 2010 et de l'exercice clos le 31 mars 2011. L'information sectorielle comparative a été retraitée suite à la scission de l'ancien secteur Power mise en œuvre dans les premiers mois de l'exercice en cours.

Les activités de Grid ont été consolidées à partir de la date d'acquisition par le Groupe (7 juin 2010). Les données comparatives du 1^{er} semestre clos le 30 septembre 2010 et de l'exercice clos le 31 mars 2011 ne sont donc pas représentatives d'une pleine période de 6 mois ou de 12 mois.

Les états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 3 novembre 2011.

NOTE 2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1. Base d'établissement des comptes consolidés

Les états financiers consolidés résumés d'Alstom pour le semestre clos le 30 septembre 2011 ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 - Information financière intermédiaire - sur la base des normes IFRS et des interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} avril 2011.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces états financiers intermédiaires n'incluent pas toutes les informations requises pour les états financiers annuels et doivent donc être lus en conservant pour référence les comptes annuels du Groupe clos au 31 mars 2011.

Les principes comptables utilisés pour la préparation de ces états financiers intérimaires sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des états financiers consolidés au 31 mars 2011, à l'exception des dispositions spécifiques d'IAS 34 relatives à l'évaluation des charges semestrielles d'impôt et d'avantages postérieurs à l'emploi.

2.2. Changements de méthodes dus aux normes et interprétations nouvelles, révisées ou amendées d'application obligatoire pour toute période intermédiaire ou annuelle commencée le 1^{er} avril 2011

Les états financiers du Groupe ne sont pas affectés par l'entrée en vigueur des normes et interprétations nouvelles, révisées et amendées d'application obligatoire le 1^{er} avril 2011 dans l'Union Européenne.

2.3. Nouvelles normes et interprétations non encore d'application obligatoire

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée dans les états financiers consolidés intérimaires au 30 septembre 2011 des textes suivants déjà publiés par l'IASB mais non encore approuvés par l'Union Européenne :

- Instruments financiers : classement évaluation des actifs financiers (IFRS 9)
- Etats financiers consolidés (IFRS 10)
- Accords conjoints (IFRS 11)
- Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités (IFRS 12)
- Participations dans les sociétés associées et des co-entreprises (IAS 28 révisée)
- Evaluation à la juste valeur (IFRS 13)
- Présentation des éléments du résultat global consolidé (amendements à IAS 1)
- Avantages au personnel (IAS 19 révisée)
- Informations à fournir sur les instruments financiers (amendements à IFRS 7).

Le Groupe estime qu'à ce stade, l'incidence de l'application de ces dispositions ne peut être déterminée avec une précision suffisante.

2.4. Evaluations spécifiques utilisées pour la préparation des états financiers consolidés intérimaires

• *Estimation de la charge fiscale*

La charge d'impôt est déterminée en appliquant le taux moyen projeté d'impôt pour l'ensemble de l'exercice au résultat avant impôt pour la période intermédiaire. Les ajustements nécessaires sont effectués lorsque des événements spécifiques sont survenus sur le semestre.

• *Engagements de retraite et avantages assimilés*

La provision nette sur engagements de retraite et avantages assimilés est calculée à la date de clôture des comptes sur la base des dernières évaluations disponibles à la date de clôture de l'exercice précédent. Une revue des hypothèses actuarielles a été réalisée pour les principaux pays contributifs (Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, Suisse et zone euro) afin de tenir compte des évolutions éventuelles du semestre ou d'impacts ponctuels.

La valeur de marché des actifs de couverture est revue à la date de clôture.

NOTE 3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION**3.1. Activités Transmission (Grid)**

Le 20 janvier 2010, Alstom et Schneider Electric, agissant dans le cadre d'un accord de consortium, ont signé un accord avec Areva en vue de l'acquisition de ses activités Transmission et Distribution ("Areva T&D"). Suite aux approbations des autorités de la concurrence, l'acquisition a été finalisée le 7 juin 2010. Le consortium a ainsi acquis l'intégralité du capital d'Areva T&D pour une valeur des fonds propres de € 2 290 millions et les deux partenaires du consortium ont refinancé auprès d'Areva la dette financière d'Areva T&D.

Alstom a financé la valeur des fonds propres des activités Transmission pour € 1 570 millions et a refinancé la dette afférente de € 753 millions.

L'accord de consortium prévoyait dès la date de réalisation définitive de la transaction, le transfert respectif des activités Transmission et des activités Distribution à Alstom et à Schneider. De ce fait, les activités Transmission ont été consolidées par intégration globale à compter du 7 juin 2010 dans les états financiers du Groupe, tandis que les activités Distribution ont été totalement exclues du périmètre de consolidation.

Suite à cette acquisition, le Groupe a constitué un nouveau Secteur, dénommé Grid.

En application de la norme IFRS 3 (révisée), le Groupe a identifié les actifs acquis et passifs repris et les a valorisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Le Groupe a choisi d'évaluer les intérêts minoritaires sur la base de leur quote-part dans l'actif net de l'activité Transmission.

L'évaluation des actifs acquis et des passifs repris à leur juste valeur s'est traduite par l'inscription à l'actif de nouvelles immobilisations incorporelles (technologie, marge en carnet de commandes et relations clients) et par la réévaluation d'immobilisations corporelles, des stocks et des passifs. Les actifs ont été évalués par des experts indépendants externes au Groupe. L'évaluation a été finalisée le 7 juin 2011 et ses effets pris en considération dans les comptes consolidés intermédiaires du Groupe.

L'écart d'acquisition de € 1 529 millions trouve principalement son origine dans la position forte du groupe Alstom sur les marchés en croissance et dans les synergies attendues entre Grid et les autres activités d'Alstom en matière de coûts et de stratégie de portefeuille du fait, notamment, du positionnement unique sur le marché des réseaux intelligents et de la présence internationale des activités Transmission.

Des synergies spécifiques ont été identifiées entre Grid et les Secteurs Power et Transport en termes de réductions de coûts, d'offre commerciale complète et de mutualisation de la main d'œuvre et du savoir-faire. Une étude approfondie de ces synergies et une évaluation menée par un expert indépendant ont conduit à affecter cet écart d'acquisition aux Secteurs Power à hauteur de € 293 millions et au Secteur Transport à hauteur de € 136 millions. L'écart d'acquisition attribué à Grid s'élève ainsi à € 1 100 millions.

Justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris des activités Transmission à la date d'acquisition :

(en millions d'€)	Juste valeur
Immobilisations incorporelles	509
Immobilisations corporelles	629
Participations dans les sociétés mises en équivalence et titres non consolidés	1
Autres actifs non courants	16
Impôts différés	189
Total des actifs non courants	1 344
Stocks et encours	725
Contrats de construction en cours, actif	0
Clients et comptes rattachés	1 916
Autres actifs opérationnels courants	556
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers courants	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	328
Total des actifs courants	3 525
Total de l'actif	4 869
Provisions non courantes	204
Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	188
Emprunts non courants	8
Dettes sur contrats de location-financement non courantes	7
Impôts différés	19
Total des passifs non courants	426
Provisions courantes	523
Emprunts courants	1 058
Dettes sur contrats de location-financement courantes	1
Contrats de construction en cours, passif	742
Fournisseurs et comptes rattachés	766
Autres passifs opérationnels courants	1 237
Total des passifs courants	4 327
Total des capitaux propres et passif	4 753
Actifs nets acquis	116
Juste valeur des actifs et passifs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	75
Juste valeur des actifs et passifs attribuables aux propriétaires de la société mère	41
Prix d'acquisition	1 570
Ecart d'acquisition définitif	1 529

3.2 Transmashholding

Le 27 mai 2011, Alstom a finalisé son accord de partenariat avec Transmashholding ("TMH"), le principal constructeur ferroviaire russe, en acquérant une participation de 25% (plus une action) dans la société The Breakers Investments B.V. qui détient 100% de Transmashholding. La transaction a été conclue après obtention par Alstom de l'accord des autorités russes compétentes.

La participation d'Alstom dans la société The Breakers Investments B.V. est un investissement dans une entreprise associée ; elle est donc comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence.

Lors du transfert des titres, Alstom a effectué un premier versement de \$ 75 millions (environ € 54 millions) aux actionnaires vendeurs. Le solde du prix à payer sera calculé en fonction d'une formule convenue entre les deux parties sur la base des résultats opérationnels et du bilan de TMH sur 4 ans (2008-2011) et versé d'ici fin 2012. La part non encore payée du prix d'acquisition a été comptabilisée en dette financière à la date du transfert des titres et réévaluée au 30 septembre 2011 sur la base des données financières les plus récentes.

A la date d'arrêté des comptes consolidés intermédiaires du Groupe, il a été considéré que l'exercice d'allocation du prix d'acquisition n'est pas suffisamment avancé pour permettre la reconnaissance préliminaire des effets de cet exercice à cette date.

Une information financière résumée sur le groupe The Breakers Investments B.V. est présentée ci-après :

(en millions d'€)	Total des actifs au 31 décembre 2010	Total des passifs au 31 décembre 2010	Chiffre d'affaires exercice clos le 31 décembre 2010	Résultat net exercice clos le 31 décembre 2010
The Breakers Investments B.V.	2 074	1 088	1 920	146

3.3 Société commune dans les activités de Chaudières

Alstom et Shanghai Electric ont signé en avril 2011 une lettre d'intention qui prévoit la création d'Alstom-Shanghai Electric Boilers Co. Avec un chiffre d'affaires cumulé des deux partenaires de 2,5 milliards d'euros en 2010, cette société commune à 50/50 deviendrait le leader mondial du marché des chaudières pour centrales électriques à charbon. En outre, elle bénéficiera de la compétitivité de Shanghai Electric et de son positionnement en Chine ainsi que de la proximité d'Alstom avec les producteurs d'électricité dans le monde entier et de sa technologie.

NOTE 4. INFORMATIONS SECTORIELLES

4.1. Informations par secteur opérationnel

Au 30 septembre 2011

(en millions d'€)	Thermal Power	Renewable Power	Transport	Grid	Corporate & autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	4 071	1 048	2 462	1 863	-	(55)	9 389
Eliminations intersecteurs	(24)	(11)	(1)	(19)	-	55	-
Total chiffre d'affaires	4 047	1 037	2 461	1 844	-	-	9 389
Résultat opérationnel	372	76	123	107	(51)	-	627
Résultat d'exploitation	371	76	92	36	(58)	-	517
Produits (charges) financiers							(74)
Impôt sur les bénéfices							(90)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence							15
Résultat net							368
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	11 655	2 293	5 805	5 112	1 726	-	26 591
Impôts différés (actif)							1 404
Excédents des actifs de couverture des engagements de retraite							17
Actifs financiers							1 769
Total de l'actif							29 781
Passifs sectoriels ⁽²⁾	9 161	1 231	4 609	2 973	1 639	-	19 613
Impôts différés (passif)							148
Provisions pour engagements de retraite							1 400
Dette financière							4 518
Total capitaux propres							4 102
Total des capitaux propres et passif							29 781
Capitaux employés ⁽³⁾	2 494	1 062	1 196	2 139	87	-	6 978
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(115)	(70)	(75)	(50)	(18)	-	(328)
Dotation aux amortissements dans le résultat d'exploitation	107	16	65	103	19	-	310

(1) Les actifs sectoriels se composent de la somme des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation, des autres actifs non courants (à l'exception de ceux directement associés à la dette financière et aux engagements de retraite), des stocks, des contrats de construction en cours actifs, des clients et comptes rattachés et des autres actifs opérationnels.

(2) Les passifs sectoriels se composent des provisions courantes et non courantes, des contrats de construction en cours passifs, des fournisseurs et comptes rattachés et des autres passifs courants.

(3) Les capitaux employés correspondent à la différence entre les actifs sectoriels et les passifs sectoriels.

Au 30 septembre 2010

(en millions d'€)	Thermal Power	Renewable Power	Transport	Grid	Corporate & autres	Elimina- tions	Total
Chiffre d'affaires	5 182	825	2 918	1 527	-	(20)	10 432
Eliminations intersecteurs	(18)	(1)	(1)	-	-	20	-
Total chiffre d'affaires	5 164	824	2 917	1 527	-	-	10 432
Résultat opérationnel	435	74	213	88	(47)	-	763
Résultat d'exploitation	423	74	177	22	(97)	-	599
Produits (charges) financiers							(52)
Impôt sur les bénéfices							(131)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence							-
Résultat net							416
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	11 761	2 109	5 237	5 630	1 043	-	25 780
Impôts différés (actif)							1 193
Excédents des actifs de couverture des engagements de retraite							5
Actifs financiers							2 198
Total de l'actif							29 176
Passifs sectoriels ⁽²⁾	8 888	1 455	4 815	3 571	1 357	-	20 086
Impôts différés (passif)							118
Provisions pour engagements de retraite							1 312
Dette financière							3 671
Total capitaux propres							3 989
Total des capitaux propres et passif							29 176
Capitaux employés ⁽³⁾	2 873	654	422	2 059	(314)	-	5 694
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(153)	(19)	(81)	(54)	(26)	-	(333)
Dotations aux amortissements dans le résultat d'exploitation	108	15	82	91	22	-	318

(1) Les actifs sectoriels se composent de la somme des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation, des autres actifs non courants (à l'exception de ceux directement associés à la dette financière et aux engagements de retraite), des stocks, des contrats de construction en cours actifs, des clients et comptes rattachés et des autres actifs opérationnels.

(2) Les passifs sectoriels se composent des provisions courantes et non courantes, des contrats de construction en cours passifs, des fournisseurs et comptes rattachés et des autres passifs courants.

(3) Les capitaux employés correspondent à la différence entre les actifs sectoriels et les passifs sectoriels.

Au 31 mars 2011

(en millions d'€)	Thermal Power	Renewable Power	Transport	Grid	Corporate & autres	Elimina- tions	Total
Chiffre d'affaires	9 770	1 949	5 606	3 653	-	(55)	20 923
Eliminations intersecteurs	(45)	(8)	(2)	-	-	55	-
Total chiffre d'affaires	9 725	1 941	5 604	3 653	-	-	20 923
Résultat opérationnel	879	173	398	218	(98)	-	1 570
Résultat d'exploitation	558	132	225	35	(186)	-	764
Produits (charges) financiers							(136)
Impôt sur les bénéfices							(141)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence							3
Résultat net							490
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	11 451	2 195	4 595	5 891	1 006	-	25 138
Impôts différés (actif)							1 287
Excédents des actifs de couverture des engagements de retraite							28
Actifs financiers							3 180
Total de l'actif							29 633
Passifs sectoriels ⁽²⁾	9 141	1 387	4 150	3 834	1 270	-	19 782
Impôts différés (passif)							88
Provisions pour engagements de retraite							1 145
Dette financière							4 466
Total capitaux propres							4 152
Total des capitaux propres et passif							29 633
Capitaux employés ⁽³⁾	2 310	808	445	2 057	(264)	-	5 356
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(336)	(77)	(206)	(126)	(46)	-	(791)
Dotations aux amortissements dans le résultat d'exploitation	228	34	148	229	37	-	676

(1) Les actifs sectoriels se composent de la somme des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation, des autres actifs non courants (à l'exception de ceux directement associés à la dette financière et aux engagements de retraite), des stocks, des contrats de construction en cours actifs, des clients et comptes rattachés et des autres actifs opérationnels.

(2) Les passifs sectoriels se composent des provisions courantes et non courantes, des contrats de construction en cours passifs, des fournisseurs et comptes rattachés et des autres passifs courants.

(3) Les capitaux employés correspondent à la différence entre les actifs sectoriels et les passifs sectoriels.

4.2. Information par zone géographique

Chiffre d'affaires par pays de destination

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre	30 septembre	31 mars
	2011	2010	2011
Zone euro (1)	2 667	2 982	5 961
<i>dont France</i>	<i>1 030</i>	<i>1 050</i>	<i>2 155</i>
Reste de l'Europe	1 447	1 828	3 392
Amérique du Nord	1 178	1 260	2 571
<i>dont Etats-Unis</i>	<i>748</i>	<i>869</i>	<i>1 753</i>
Amérique du Sud & centrale	903	739	1 731
Asie & Pacifique	1 919	1 713	3 788
Moyen-Orient & Afrique	1 275	1 910	3 480
Total Groupe	9 389	10 432	20 923

(1) L'Estonie est entrée dans la zone euro au 1^{er} janvier 2011.

Chiffre d'affaires par pays d'origine

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre	30 septembre	31 mars
	2011	2010	2011
Zone euro (1)	3 836	4 820	9 009
<i>dont France</i>	<i>1 930</i>	<i>2 611</i>	<i>4 640</i>
Reste de l'Europe	1 634	1 934	3 686
Amérique du Nord	1 245	1 264	2 632
<i>dont Etats-Unis</i>	<i>862</i>	<i>921</i>	<i>1 900</i>
Amérique du Sud & centrale	651	596	1 366
Asie & Pacifique	1 346	1 163	2 662
Moyen-Orient & Afrique	677	655	1 568
Total Groupe	9 389	10 432	20 923

(1) L'Estonie est entrée dans la zone euro au 1^{er} janvier 2011.

NOTE 5. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	31 mars 2011
Frais de recherche et développement	(306)	(329)	(703)
Coûts de développement capitalisés au cours de la période (voir Note 10.2)	(129)	(136)	(286)
Dotation aux amortissements des coûts de développement capitalisés (voir Note 10.2)	42	54	98
Dotation aux amortissements de la technologie acquise (voir Note 10.2)	39	33	67
Total des dépenses de recherche et de développement	(354)	(378)	(824)

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2011, le groupe a investi € 354 millions en recherche et développement afin de développer des nouvelles technologies et d'améliorer sa gamme de produits.

Ces programmes de recherche et développement concernent, principalement :

- le développement de la gamme de turbines à gaz afin d'améliorer les performances, de réduire les émissions et d'accroître la souplesse opérationnelle grâce à des systèmes de combustion innovants,
- le développement, pour le marché de l'éolien offshore, d'une turbine avec une ergonomie simple, solide et efficace qui permettra de réduire le coût de l'électricité produite,
- l'accroissement, pour le Secteur Transport, de l'avance technologique de sa gamme de produits (première rame de la troisième génération de TGV, première rame Coradia Polyvalent™, etc),
- le développement des réseaux intelligents afin de mieux répondre aux besoins des consommateurs et l'accroissement de l'attractivité de l'offre en courant continu haute tension (HVDC).

NOTE 6. AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	31 mars 2011
(en millions d'€)			
Plus-values sur cessions d'activités	2	-	-
Autres (4)	3	17	46
Autres produits	5	17	46
Moins-values sur cessions d'activités (1)	(3)	(30)	(33)
Charges de restructuration (2)	(38)	(47)	(520)
Charges générées exclusivement dans le cadre d'un regroupement d'entreprise (3)	(65)	(97)	(203)
Autres (4)	(9)	(7)	(96)
Autres charges	(115)	(181)	(852)
Autres produits (autres charges)	(110)	(164)	(806)

(1) Les moins-values de cession se rapportent principalement, pour le semestre clos au 30 septembre 2010 et pour l'exercice clos au 31 mars 2011, à des ajustements liés à la cession de l'ancien secteur Marine.

(2) Au cours des six derniers mois de l'exercice clos au 31 mars 2011, le Groupe a commencé à optimiser sa base industrielle afin de s'adapter à une demande plus faible dans les pays développés (Europe et Etats-Unis) et aux marchés en forte croissance dans les pays émergents. Les plans de Power et Transport, annoncés respectivement en octobre 2010 et en mars 2011, contribuent majoritairement aux charges de restructuration comptabilisées sur l'exercice clos au 31 mars 2011.

(3) Cette ligne correspond à la charge d'amortissement des marges acquises dans le cadre de l'acquisition de Grid et aux frais d'acquisition de Grid (€ 34 millions au 30 septembre 2010, € 44 millions au 31 mars 2011).

(4) Les autres produits et autres charges s'expliquent principalement par des éléments liés aux engagements de retraite et autres avantages au personnel, à des charges exceptionnelles de procédures judiciaires et des dépréciations non récurrentes d'actifs.

NOTE 7. RESULTAT FINANCIER

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	31 mars 2011
Produits d'intérêts financiers	22	24	49
Produit net sur engagements de retraite et avantages assimilés	-	-	-
Gain de change net	5	3	-
Autres produits financiers	5	4	8
Produits financiers	32	31	57
Charges d'intérêts financiers	(84)	(55)	(135)
Charge nette sur engagements de retraite et avantages assimilés	(3)	(6)	(16)
Perte de change nette	-	-	(7)
Autres charges financières	(19)	(22)	(35)
Charges financières	(106)	(83)	(193)
Résultat financier	(74)	(52)	(136)

Les produits d'intérêts de € 22 millions proviennent de la rémunération des positions de trésorerie du Groupe sur la période.

La charge d'intérêts de € (84) millions représente le coût de la dette financière brute du Groupe. L'augmentation par rapport au 30 septembre 2010 s'explique par l'émission de nouveaux emprunts obligataires liés principalement à l'acquisition des activités Transmission durant l'exercice clos au 31 mars 2011 (voir note 21).

Les autres charges financières de € (19) millions incluent notamment des honoraires et commissions d'engagement sur cautions, prêts syndiqués et autres facilités de crédit pour € (7) millions (€ (17) millions pour le semestre clos le 30 septembre 2010 et € (25) millions pour l'exercice clos le 31 mars 2011).

NOTE 8. IMPOT SUR LES BENEFICES

Sur la base d'un taux effectif projeté de 20% pour l'ensemble de l'exercice (24% pour le semestre clos le 30 septembre 2010 et 22% pour l'exercice clos le 31 mars 2011), la charge d'impôt du semestre clos le 30 septembre 2011 s'élève à € (90) millions (€ (131) millions pour le semestre clos le 30 septembre 2010 et € (141) millions pour l'exercice clos le 31 mars 2011).

NOTE 9. RESULTAT PAR ACTION

9.1. Résultat

(en millions d'€)

Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère
Intérêts financiers relatifs aux obligations remboursables en actions, nets d'impôt

Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère utilisé pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action

	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre	30 septembre	31 mars
	2011	2010	2011
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	363	401	462
Intérêts financiers relatifs aux obligations remboursables en actions, nets d'impôt	-	-	-
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère utilisé pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action	363	401	462

9.2. Nombre d'actions

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action

Effet des instruments dilutifs autres que les obligations remboursables en actions :

- Options de souscription d'actions et actions gratuites conditionnelles⁽¹⁾
- Actions gratuites autres que conditionnelles

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action

	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre	30 septembre	31 mars
	2011	2010	2011
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action	294 517 386	294 110 205	294 210 753
Options de souscription d'actions et actions gratuites conditionnelles ⁽¹⁾	2 409 718	2 187 297	2 537 172
Actions gratuites autres que conditionnelles	230 089	232 482	230 089
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	297 157 193	296 529 984	296 978 014

(1) Seules les options de souscription d'actions attribuées par les plans 7, 8 et 9 ont été prises en compte pour le calcul du résultat dilué par action, les plans 10, 11, 12 et 13 ayant un effet relatif au 30 septembre 2011.

9.3. Résultat par action

(en €)

- Résultat de base
- Résultat dilué

	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre	30 septembre	31 mars
	2011	2010	2011
Résultat de base	1,23	1,36	1,57
Résultat dilué	1,22	1,35	1,56

NOTE 10. ECARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles est revue au minimum une fois par an et lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. De tels événements ou circonstances sont liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable et affectant soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des actifs testés devient durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

10.1. Ecart d'acquisition

	Au 31 mars 2011	Acquisitions et ajustements sur les écarts d'acquisition préliminaires	Cessions	Ecarts de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2011
(en millions d'€)					
Thermal Power	3 180	-	-	11	3 191
Renewable Power	488	-	-	-	488
Transport	568	90	-	-	658
Grid	1 160	(37)	-	1	1 124
Ecarts d'acquisition	5 396	53	-	12	5 461
<i>dont :</i>					
Valeur brute	5 396	53	-	12	5 461
Dépréciation	-	-	-	-	-

Les variations sur la période close le 30 septembre 2011 ont essentiellement pour origine la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition des activités Grid (voir Note 3).

Comme décrit dans la Note 3, une partie de l'écart d'acquisition provenant de l'acquisition de l'activité Grid a été allouée aux autres Secteurs. La part attribuée à l'ancien secteur Power a été répartie entre les secteurs Thermal Power et Renewable Power sur la base de leur juste valeur respective.

L'allocation aux Secteurs Thermal Power et Renewable Power de l'écart d'acquisition de l'ancien secteur Power préexistant à l'acquisition de Grid a été réalisée sur la base des écarts d'acquisition qui sont historiquement rattachés à chacune des deux activités.

Les valeurs comptables des écarts d'acquisition de Thermal Power et de Renewable Power établies rétrospectivement au 31 mars 2011 après prise en considération de la réorganisation du secteur Power restent inférieures à leurs valeurs recouvrables à cette date.

Le test de dépréciation au 31 mars 2011 confortait l'opinion du Groupe selon laquelle les écarts d'acquisition n'avaient subi aucune perte de valeur. Au 30 septembre 2011, le Groupe estime que les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition au 31 mars 2011 n'ont pas connu d'évolutions telles qu'il serait nécessaire de procéder à un test de dépréciation au 30 septembre 2011.

10.2 Immobilisations incorporelles

(en millions d'€)	Au 31 mars 2011	Acquisitions Cessions Amortissements	Actifs des entités acquises	Ecart de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2011
Coûts de développement capitalisés	1 395	129	-	(3)	1 521
Technologie acquise	1 422	-	-	-	1 422
Autres immobilisations incorporelles	678	(6)	-	4	676
Valeur brute	3 495	123	-	1	3 619
Coûts de développement capitalisés	(549)	(42)	-	(1)	(592)
Technologie acquise	(668)	(39)	-	-	(707)
Autres immobilisations incorporelles	(344)	(55)	(3)	7	(395)
Amortissements	(1 561)	(136)	(3)	6	(1 694)
Coûts de développement capitalisés	846	87	-	(4)	929
Technologie acquise	754	(39)	-	-	715
Autres immobilisations incorporelles	334	(61)	(3)	11	281
Valeur nette	1 934	(13)	(3)	7	1 925

La technologie et les contrats de licence reconnus lors de l'affectation du prix d'acquisition d'ABB ALSTOM POWER en 1999 et 2000 et lors de l'affectation du prix d'acquisition des activités Transmission en 2010 constituent l'essentiel du montant brut présenté en technologie acquise.

Le test de dépréciation au 31 mars 2011 confortait l'opinion du groupe selon laquelle les immobilisations incorporelles n'avaient pas subi de perte de valeur. Au 30 septembre 2011, le Groupe estime que les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles au 31 mars 2011 n'ont pas connu d'évolutions telles qu'il serait nécessaire de procéder à une dépréciation au 30 septembre 2011.

NOTE 11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions d'€)	Au 31 mars 2011	Acquisitions/ Amortissements/ Dépréciations	Cessions	Variations de périmètre	Ecarts de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2011
Terrains	197	1	-	-	(4)	194
Bâtiments	1 612	17	(3)	-	26	1 652
Matériel et outillage	2 716	45	(41)	-	27	2 747
Constructions en cours	262	90	-	-	(49)	303
Petit outillage, matériel, mobilier de bureau	538	20	(17)	-	8	549
Valeur brute	5 325	173	(61)	-	8	5 445
Terrains	(9)	-	-	-	-	(9)
Bâtiments	(603)	(30)	3	(5)	-	(635)
Matériel et outillage	(1 715)	(93)	39	-	11	(1 758)
Constructions en cours	-	-	-	-	-	-
Petit outillage, matériel, mobilier de bureau	(347)	(28)	15	-	-	(360)
Amortissements / Dépréciations	(2 674)	(151)	57	(5)	11	(2 762)
Terrains	188	1	-	-	(4)	185
Bâtiments	1 009	(13)	-	(5)	26	1 017
Matériel et outillage	1 001	(48)	(2)	-	38	989
Constructions en cours	262	90	-	-	(49)	303
Petit outillage, matériel, mobilier de bureau	191	(8)	(2)	-	8	189
Valeur nette	2 651	22	(4)	(5)	19	2 683

NOTE 12. PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE ET TITRES NON CONSOLIDES

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2011	Au 31 mars 2011	% intérêt
Shanghai Alstom Transportation Company (SATCO)	10	10	40,0%
Cerrey - Babcock & Wilcox de Mexico	15	17	25,0%
Alstom Atomenergomash	9	12	49,0%
The Breakers Investments B.V. (Transmashholding)	250	-	25,0%
Autres	4	4	-
Total des participations dans les sociétés mises en équivalence	288	43	
Titres non consolidés	186	164	
Total	474	207	

NOTE 13. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2011	Au 31 mars 2011
Actifs financiers non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière (1)	424	429
Autres prêts et dépôts à long terme	116	138
Autres actifs non courants	540	567

(1) Ces actifs non courants sont afférents à un contrat de location de longue durée de trains et d'équipements connexes conclu avec un exploitant de métro à Londres (voir notes 21 et 24). Ils se décomposent comme suit :

- au 30 septembre 2011, créances de € 399 millions et dépôt de € 25 millions,
- au 31 mars 2011, créances de € 405 millions et dépôt de € 24 millions.

NOTE 14. STOCKS ET ENCOURS

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2011	Au 31 mars 2011
Matières premières et marchandises	998	944
Travaux en cours	2 370	2 461
Produits finis	357	377
Stocks, valeur brute	3 725	3 782
Matières premières et marchandises	(157)	(166)
Travaux en cours	(156)	(168)
Produits finis	(52)	(85)
Dépréciation	(365)	(419)
Stocks et encours, net	3 360	3 363

La variation nette de dépréciation des stocks et encours comptabilisée au compte de résultat a généré un produit net de € 7 millions sur le semestre clos au 30 septembre 2011 (contre une charge nette de € 26 millions au titre de l'exercice clos le 31 mars 2011).

NOTE 15. AUTRES ACTIFS OPERATIONNELS COURANTS

(en millions d'€)	Au 30 septembre	Au 31 mars
	2011	2011
Avances à la commande versées aux fournisseurs	643	560
Impôt sur les sociétés	154	51
Autres taxes	744	709
Charges constatées d'avance	474	329
Autres créances	624	418
Instruments dérivés liés aux activités opérationnelles	309	365
Réévaluation des engagements fermes en devises faisant l'objet d'une couverture	770	513
Autres actifs courants liés aux activités opérationnelles	3 718	2 945

NOTE 16. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT
Analyse bilantielle

(en millions d'€)	Au 30 septembre	Au 31 mars	Variation
	2011	2011	
Stocks et encours	3 360	3 363	(3)
Contrats de construction en cours, actif	3 695	2 479	1 216
Clients et comptes rattachés	5 176	6 053	(877)
Autres actifs opérationnels courants	3 718	2 945	773
Actifs	15 949	14 840	1 109
Provisions non courantes	860	1 095	(235)
Provisions courantes	1 396	1 387	9
Contrats de construction en cours, passif	9 265	9 166	99
Fournisseurs et comptes rattachés	4 015	4 071	(56)
Autres passifs opérationnels courants	4 077	4 063	14
Passifs	19 613	19 782	(169)
Besoin en fonds de roulement	(3 664)	(4 942)	1 278

Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement

(en millions d'€)

Semestre clos le
30 septembre
2011

Besoin en fonds de roulement en début de période	(4 942)
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'exploitation (*)	1 203
Variation du besoin en fonds de roulement résultant des cessions d'activités (**)	17
Ecart de conversion et autres variations	58
Total de la variation du besoin en fonds de roulement	1 278
<hr/>	
Besoin en fonds de roulement en fin de période	(3 664)

(*) *Elément présenté dans la variation nette de trésorerie liée à l'exploitation dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.*

(**) *Elément présenté dans la variation nette de trésorerie liée aux investissements dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.*

NOTE 17. CAPITAUX PROPRES

Au 30 septembre 2011, le capital social d'ALSTOM s'élevait à € 2 062 440 191 et se composait de 294 634 313 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de € 7. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours du semestre s'élevait à 294 517 386 après prise en compte de l'effet dilutif des obligations remboursables en actions et à 297 157 193 après prise en compte de l'effet de l'ensemble des instruments dilutifs.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2011, aucune obligation remboursable en actions (ORA) n'a été remboursée par émission d'actions. Les 81 682 obligations remboursables en actions et non encore remboursées au 30 septembre 2011 sont représentatives de 5 130 actions à émettre.

L'assemblée générale d'ALSTOM du 28 juin 2011 a décidé de distribuer des dividendes pour un montant total de € 183 millions, soit € 0,62 par action existante.

NOTE 18. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

- **Valorisation des options de souscription d'actions et actions gratuites conditionnelles**

La charge de personnel enregistrée au titre des plans d'options de souscription d'actions et des actions gratuites conditionnelles s'élève à € 8 millions pour le semestre clos le 30 septembre 2011 (€ 11 millions tant pour le semestre clos le 30 septembre 2010 que pour l'ensemble de l'exercice clos le 31 mars 2011).

Le modèle retenu pour la valorisation des plans d'options est un modèle mathématique de type binomial pour les plans 9, 10 et 11 et un modèle de Black & Scholes pour les plans 12 et 13, pour lequel est anticipé un exercice des options réparti linéairement sur la période d'exercice. La volatilité retenue est le taux moyen de volatilité observé pour les sociétés comparables du CAC 40 à la date d'octroi. Ce taux est en ligne avec les pratiques du marché et est considéré approprié, compte tenu de la volatilité significative du titre du Groupe au cours des dernières années.

Les plans d'options de souscription d'actions et des actions gratuites conditionnelles sont décrits dans la note 21 aux états financiers consolidés au 31 mars 2011.

- **Valorisation des droits à plus-values**

Le produit de personnel enregistré au titre des plans de droits à plus-value s'élève à € 2 millions pour le semestre clos le 30 septembre 2011 (produit de € 2 millions pour le semestre clos le 30 septembre 2010 et produit de € 2 millions pour l'exercice clos le 31 mars 2011).

La valeur des droits à plus-value est déterminée à la date d'octroi en utilisant un modèle binomial prenant en compte les termes et modalités de ces instruments. La dette est reconnue durant la période d'acquisition des droits. Jusqu'à son règlement, cette dette est calculée à chaque exercice clos, tout changement de juste valeur étant comptabilisé dans le compte de résultat.

Les plans de droits à plus-value sont décrits dans la note 21 aux états financiers consolidés au 31 mars 2011.

NOTE 19. PROVISIONS

	AU 31 mars 2011	Dotations	Reprises	Utilisations	Passifs des sociétés acquises	Ecarts de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2011
(en millions d'€)							
Garanties	721	132	(65)	(92)	51	-	747
Litiges et réclamations	666	121	(79)	(98)	37	2	649
Provisions courantes (1)	1 387	253	(144)	(190)	88	2	1 396
Litiges et risques fiscaux (2)	139	7	(9)	(11)	26	(4)	148
Restructurations (3)	361	4	(8)	(95)	-	4	266
Autres provisions non courantes (4)	595	34	(62)	(59)	(60)	(2)	446
Provisions non courantes	1 095	45	(79)	(165)	(34)	(2)	860
Total des provisions	2 482	298	(223)	(355)	54	-	2 256

(1) Les provisions courantes sont relatives aux garanties, litiges et réclamations sur des contrats terminés.

(2) Les déclarations fiscales des entités du Groupe sont soumises au contrôle des autorités fiscales dans la plupart des juridictions dans lesquelles le Groupe réalise des opérations. Les redressements qui peuvent être notifiés à l'issue de ces contrôles peuvent ensuite faire l'objet de transactions avec les autorités concernées ou d'appels auprès des tribunaux compétents. Le Groupe considère qu'il dispose de solides moyens de défense, qu'il met en œuvre toutes les procédures légales à sa disposition pour prévenir tout dénouement défavorable et qu'il a constitué toutes les provisions nécessaires pour faire face aux décaissements jugés probables sur les procédures estimées défavorables.

(3) Au cours des six derniers mois de l'exercice clos au 31 mars 2011, le Groupe a commencé à optimiser sa base industrielle afin de s'adapter à une demande plus faible dans les pays développés (Europe et Etats-Unis) et aux marchés en forte croissance dans les pays émergents.

(4) Les autres provisions non courantes couvrent des risques sur garanties données relatives à des cessions, litiges salariés, désaccords commerciaux et obligations d'ordre environnemental. Les provisions pour risques liées à l'environnement s'élèvent à € 37 millions au 30 septembre 2011 contre € 41 millions au 31 mars 2011.

NOTE 20. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES**Provision nette**

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2011	Au 31 mars 2011
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	(1 400)	(1 145)
Excédents des actifs de couverture	17	28
Provision nette	(1 383)	(1 117)

Analyse des gains et pertes actuariels

L'évolution des gains et pertes actuariels et de l'incidence du plafonnement des actifs reconnus directement en capitaux propres est la suivante :

- perte nette de € (296) millions au titre des gains et pertes actuariels reconnus au titre du semestre clos le 30 septembre 2011,
- profit de € 3 millions au titre de la variation de l'incidence du plafonnement des actifs pour le semestre clos le 30 septembre 2011.

Hypothèses (taux moyens pondérés)

(en %)	Au 30 septembre 2011	Au 31 mars 2011
Taux d'actualisation	4,68	4,82
Taux d'augmentation des salaires	3,01	3,03
Taux de rendement attendu des placements	5,99	6,03

Les hypothèses actuarielles utilisées sont déterminées par pays et par plan, selon leurs spécificités propres. Le taux d'augmentation des salaires est déterminé par les entités opérationnelles puis revu au niveau du Groupe. Le taux de rendement attendu des placements est basé sur les prévisions des marchés à long terme et prend en compte l'allocation des actifs de couverture de chaque fonds.

Analyse de la charge sur engagements de retraite et avantages assimilés

	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	31 mars 2011
(en millions d'€)			
Coût des services rendus	(42)	(35)	(74)
Régimes à cotisations définies (*)	(91)	(82)	(155)
Résultat opérationnel	(133)	(117)	(229)
Pertes/gains actuariels des autres avantages à long terme	-	-	(1)
Amortissement du gain /(coût) des services passés non reconnus	(1)	1	28
Réductions/liquidations de régimes	-	16	19
Autres produits (charges)	(1)	17	46
Intérêts de la dette actuarielle	(118)	(115)	(233)
Rendement attendu des actifs de couverture	115	109	217
Produits financiers (charges financières)	(3)	(6)	(16)
Total de la charge sur engagements de retraite et avantages assimilés	(137)	(106)	(199)

(*) Ces montants n'incluent pas les données relatives au secteur Grid pour le semestre clos le 30 septembre 2010 et pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Ils incluent les cotisations versées au titre des régimes mutualisés et analysées comme des régimes à cotisations définies.

NOTE 21. DETTE FINANCIERE

Valeur inscrite au bilan (en millions d'€)	Au 30 septembre	Au 31 mars
	2011	2011
Emprunts obligataires (1)	3 238	3 238
Autres emprunts	457	611
Options et compléments de prix sur entités acquises (2)	205	20
Instruments dérivés liés aux activités de financement	14	18
Intérêts courus	72	37
Emprunts	3 986	3 924
<i>Non courants</i>	<i>3 487</i>	<i>3 346</i>
<i>Courants</i>	<i>499</i>	<i>578</i>
Dettes sur contrats de location-financement	133	137
Dettes sur contrats de location de longue durée (3)	399	405
Dettes sur contrats de location-financement	532	542
<i>Non courantes</i>	<i>483</i>	<i>491</i>
<i>Courantes</i>	<i>49</i>	<i>51</i>
Total dette financière	4 518	4 466

(1) L'évolution en valeur nominale de l'encours des emprunts obligataires entre le 31 mars et le 30 septembre 2011 est la suivante:

Valeur nominale (en millions d'€)	Total	Date d'échéance				
		23 septembre 2014	5 octobre 2015	1 février 2017	5 octobre 2018	18 mars 2020
En-cours au 31 mars 2011	3 250	750	500	750	500	750
Obligations émises	-	-	-	-	-	-
Obligations remboursées à échéance	-	-	-	-	-	-
En-cours au 30 septembre 2011	3 250	750	500	750	500	750
Taux d'intérêt nominal	-	4,00 %	2,88 %	4,13 %	3,63%	4,50%
Taux d'intérêt effectif au 30 septembre 2011	-	3,89 %	2,98 %	4,25 %	3,71%	4,58%
Taux d'intérêt effectif au 31 mars 2011	-	3,89%	2,98%	4,25 %	3,71%	4,58%

(2) La variation des options et compléments de prix sur entités acquises est principalement liée à l'acquisition des titres The Breakers Investment BV (voir note 3).

(3) Cette dette est représentative des passifs afférents à un contrat de location de trains et équipements connexes (voir notes 13 et 24).

NOTE 22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS**22.1 INSTRUMENTS FINANCIERS PRESENTES DANS LES ETATS FINANCIERS**

Les principaux passifs financiers du Groupe comprennent des emprunts et des dettes fournisseurs et comptes rattachés. L'objectif principal de ces passifs financiers est d'assurer le financement des activités opérationnelles.

Les prêts, créances clients et comptes rattachés ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus par le Groupe sont générés directement par les activités opérationnelles.

Le Groupe est exposé aux risques de variations sur les taux de change et les taux d'intérêts, de crédit et de liquidité.

Les principales méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- lorsqu'ils ne font pas l'objet de couvertures de taux, les emprunts sont évalués à leur coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif,
- en raison de leur courte maturité, la juste valeur de la trésorerie, des équivalents de trésorerie, des créances sur clients et comptes rattachés et des dettes vis-à-vis des fournisseurs et comptes rattachés est considérée identique à leur valeur comptable,
- la juste valeur de la dette financière est déterminée sur la base de prix cotés pour les instruments négociés sur un marché ou à partir des taux en vigueur proposés au Groupe pour des instruments de même échéance.

22.2 GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITE**Critères financiers**

Au 30 septembre 2011, le Groupe dispose d'une facilité de crédit renouvelable d'un montant de € 1 000 millions à échéance mars 2012 étendue jusqu'en mars 2013 pour un montant de € 942 millions. Cette facilité qui n'est pas utilisée au 30 septembre 2011 est soumise aux critères financiers suivants, basés sur des données consolidées :

Critères financiers	Couverture minimale des frais financiers	Endettement total maximal (m€)	Ratio maximal d'endettement net total
	(a)	(b)	(c)
De mars 2010 à septembre 2013	3	5 000	3,6

(a) Rapport de l'EBITDA (l'EBITDA correspond au résultat d'exploitation majoré des dépréciations et amortissements des actifs immobilisés) à la charge d'intérêts nette à l'exclusion des intérêts relatifs aux dettes sur contrats de location-financement. Il s'élève à 12,2 au 30 septembre 2011 (19,1 au 31 mars 2011).

(b) L'endettement total maximal est égal à l'encours des emprunts, c'est-à-dire le total de la dette financière moins les dettes sur contrats de location-financement. Ce critère a cessé de s'appliquer depuis que le Groupe est noté « Investment Grade ».

(c) Rapport de l'endettement net (c'est-à-dire le total des emprunts moins les valeurs mobilières de placement et la trésorerie ou les équivalents de trésorerie) sur l'EBITDA. Le ratio d'endettement net au 30 septembre 2011 est de 2 (0,8 au 31 mars 2011).

NOTE 23. AUTRES PASSIFS OPERATIONNELS COURANTS

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2011	Au 31 mars 2011
Charges de personnel	947	1 050
Impôt sur les sociétés	96	56
Autres taxes	368	339
Produits constatés d'avance	129	19
Autres dettes	1 450	1 725
Instruments dérivés liés aux activités opérationnelles	806	563
Réévaluation des engagements fermes en devises faisant l'objet de couverture	281	311
Autres passifs opérationnels courants	4 077	4 063

NOTE 24. PASSIFS EVENTUELS ET CONTENTIEUX**24.1 Passifs éventuels**

- **Obligations commerciales**

Les obligations contractuelles du Groupe envers ses clients peuvent faire l'objet de garanties délivrées par des banques ou des sociétés d'assurance. Ces garanties peuvent couvrir aussi bien des passifs déjà inscrits au bilan que des passifs éventuels.

Au 30 septembre 2011, le Groupe dispose, d'une part, d'une ligne syndiquée et confirmée de cautions et garanties de € 8,3 milliards jusqu'au 27 juillet 2013 et, d'autre part, de lignes bilatérales non confirmées dans de nombreux pays pour un montant total de € 20,2 milliards.

Au 30 septembre 2011, l'encours total des garanties sur contrats délivrées par les banques et les sociétés d'assurance s'élève à € 15,5 milliards contre € 15,7 milliards au 31 mars 2011.

L'encours de cautions disponible au titre de la ligne syndiquée s'élève à € 2 milliards au 30 septembre 2011 (contre € 2,1 milliards au 31 mars 2011). L'encours de cautions disponible au titre des lignes bilatérales s'élève à € 10,6 milliards au 30 septembre 2011.

- **Financement des ventes**

Le Groupe a délivré, jusqu'en 2003, des garanties à des institutions financières ayant accordé des financements à des clients du Groupe, acheteurs d'équipements ferroviaires.

Au 30 septembre 2011, l'encours des garanties octroyées au titre du financement des ventes s'élève à € 251 millions.

Ce montant comprend :

- un encours de \$ 63 millions au titre de garanties relatives à des équipements vendus à un opérateur ferroviaire aux Etats-Unis (soit une contre-valeur de € 47 millions au 30 septembre 2011, € 46 millions au 30 septembre 2010 et € 44 millions au 31 mars 2011),
- un encours de £ 177 millions (soit une contre-valeur de € 204 millions au 30 septembre 2011, € 206 millions au 30 septembre 2010 et € 200 millions au 31 mars 2011) au titre de garanties données dans le cadre d'une location de longue durée d'équipements exploités par London Underground Limited (Northern Line).

Si la société exploitante, London Underground Limited, décide de ne pas poursuivre le contrat de location au-delà de 2017 et de restituer les trains, le Groupe a garanti aux bailleurs une valeur de reprise minimale des rames et équipements connexes en 2017 de £ 177 millions, nette du paiement de £ 15 millions exigible de la société exploitante en cas de non-extension du contrat. Cet engagement de £ 177 millions fait partie de la dette de € 399 millions sur contrats de location à long terme (voir note 21).

24.2. Contentieux

- **Contentieux dans le cadre des activités courantes du Groupe**

Dans le cadre de son activité courante, le Groupe est engagé dans plusieurs contentieux principalement liés à des contrats. Ces procédures, qui concernent souvent des demandes d'indemnisation pour retard d'exécution ou pour des travaux complémentaires, sont fréquentes dans les domaines d'activité du Groupe, particulièrement pour des projets à long terme importants. Dans certains cas, les montants au titre de ces procédures contentieuses, qui peuvent être significatifs, sont réclamés au Groupe, et dans d'autres cas, au Groupe solidairement avec ses partenaires dans le cadre de consortiums.

Certaines actions judiciaires engagées contre le Groupe ne font pas l'objet d'une demande d'indemnisation chiffrée au début de la procédure. Les montants retenus au titre de ces litiges sont pris en compte dans l'estimation de la marge à terminaison en cas de contrats en cours ou inclus dans les provisions et les autres passifs courants en cas de contrats terminés, lorsqu'ils sont jugés correspondre à une estimation fiable de passifs probables. Les coûts effectivement engagés peuvent excéder le montant des provisions du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges.

- **Amiante**

En France, certaines des filiales du Groupe font l'objet de procédures civiles relatives à l'utilisation de l'amiante. Ces procédures sont engagées par certains de leurs employés ou anciens employés ayant contracté une maladie professionnelle liée à l'amiante, en vue d'obtenir une décision leur permettant de recevoir une indemnisation complémentaire de la part des caisses de Sécurité Sociale.

Aux États-Unis, des filiales du Groupe font également l'objet de procédures judiciaires relatives à l'amiante. Le Groupe considère qu'en la matière, il dispose de solides arguments de défense et le nombre des procédures en cours est en diminution.

Le Groupe estime qu'en France et aux États-Unis, les cas où il aurait à supporter les conséquences financières de telles procédures ne constituent pas un risque significatif. Bien que l'issue de l'ensemble des affaires en cours liées à l'amiante ne puisse être prévue avec une certitude raisonnable, le Groupe considère que celles-ci n'auront pas d'effets défavorables significatifs sur sa situation financière. Cependant, le Groupe ne peut pas assurer que le nombre d'affaires liées à l'amiante ou que des cas nouveaux n'auront pas d'effets défavorables significatifs sur sa situation financière.

- **Recours collectifs aux États-Unis**

Le Groupe a mis fin dans le cadre d'une transaction soumise à l'approbation de la Cour et pour un montant restant à la charge d'Alstom inférieur à € 2 millions, aux recours collectifs de plusieurs catégories d'acquéreurs d'American Depositary Receipts et autres valeurs mobilières Alstom, déposés entre août 1999 et août 2003 et consolidés en un seul en juin 2004.

- **Allégations de pratiques anti-concurrentielles**

Équipements GIS

En avril 2006, à la suite d'investigations commencées en 2004, la Commission européenne a engagé une procédure contre Alstom, ainsi que contre un certain nombre d'autres sociétés, sur le fondement d'allégations de pratiques anti-concurrentielles concernant la vente d'appareillages de commutation à isolation gazeuse (« équipements GIS ») produits par l'ancien Secteur Transmission & Distribution d'Alstom cédé à Areva en janvier 2004.

Le 24 janvier 2007, la Commission européenne a condamné Alstom à verser une amende de € 65 millions, dont € 53 millions conjointement et solidairement avec Areva T&D (Alstom Grid). Alstom a déposé une requête en annulation de cette décision devant le Tribunal de l'Union européenne. Le 3 mars 2011, celui-ci a réduit le montant de l'amende infligée à Alstom à € 58,5 millions, dont € 48,1 millions solidairement avec Areva T&D (Alstom Grid). Alstom a décidé de faire appel de cette décision devant la Cour de Justice de l'Union européenne.

A la suite de la décision de la Commission européenne du 24 janvier 2007 visée ci-dessus, National Grid a entamé le 17 novembre 2008 une action civile devant la Cour de Londres (High Court of Justice) aux fins d'obtention de dommages et intérêts contre les constructeurs européens d'équipements GIS, dont Alstom et certaines de ses filiales. National Grid prétend avoir subi un préjudice global de la part de l'ensemble des

constructeurs concernés d'un montant total de £ 249,3 millions, du fait qu'il a payé des équipements GIS à des prix trop élevés compte tenu de supposées ententes anticoncurrentielles. Alstom conteste le dossier au fond. La Cour de Londres a décidé le 12 juin 2009 qu'elle ne se prononcerait pas sur le fond du dossier avant l'épuisement des recours devant les juridictions européennes contre la décision du 24 janvier 2007. Deux autres actions civiles similaires ont été introduites au cours de l'exercice 2010/11 devant des juridictions nationales pour un montant global de € 24 millions.

Transformateurs de puissance

Le 20 novembre 2008, la Commission européenne a envoyé une communication de griefs à un certain nombre de fabricants de transformateurs électriques, dont Alstom, portant sur des allégations de pratiques anti-concurrentielles. Alstom a contesté la matérialité des faits allégués. Le 7 octobre 2009, Alstom a été condamné par la Commission européenne à payer une amende de € 16,5 millions, dont € 13,5 millions conjointement et solidairement avec Areva T&D (Alstom Grid). Alstom a déposé un recours en annulation de cette décision devant le Tribunal de l'Union européenne le 21 décembre 2009. Ce dossier est en attente du rapport d'audience et de la fixation d'une audience de plaidoirie, laquelle ne devrait pas intervenir avant fin 2012.

Procédure en Allemagne

Le Groupe a reçu le 22 décembre 2008 une communication de griefs de la commission fédérale de la concurrence en Allemagne (« BKA »), alléguant des violations de la loi allemande en matière de concurrence sur le marché des chaudières pour centrales alimentées au lignite. Le 12 août 2010, le BKA a condamné ALSTOM Power Systems GmbH et deux de ses anciens dirigeants, ainsi que deux concurrents du Groupe aujourd'hui en faillite, à € 91 millions d'amende pour entente alléguée entre les années 1990 et 2003. Alstom a demandé au BKA de reconsidérer sa décision et estime avoir de solides arguments juridiques pour réduire ce montant. Par ailleurs, le Groupe a conclu des accords avec trois des quatre clients susceptibles d'intenter des actions civiles.

- **Allégations de paiements illicites**

Certaines sociétés du Groupe et/ou certains employés du Groupe (actuels ou anciens) ont fait l'objet ou font actuellement l'objet d'enquêtes dans certains pays concernant des allégations de paiement illicites. Ces enquêtes peuvent se traduire par des amendes infligées au Groupe, l'exclusion de filiales du Groupe des procédures de marchés publics et des actions civiles. En France, le 6 octobre 2010, une filiale du Groupe du Secteur Hydro a été mise en examen pour allégations de paiements illicites concernant des opérations anciennes en Zambie. Le juge d'instruction a suivi le réquisitoire définitif du Ministère Public en rendant une ordonnance de non-lieu le 7 juin 2011, ce qui a mis fin à l'instruction pénale concernant ces allégations. La Banque Mondiale a également lancé une enquête sur des allégations de paiements illicites concernant des opérations anciennes en Zambie. Les sanctions de la Banque Mondiale peuvent aller d'une amende jusqu'à l'exclusion de tout ou partie des projets financés par la Banque Mondiale, ce qui serait susceptible d'avoir un effet négatif significatif sur l'image, les résultats et la situation financière du Groupe.

- **Litige aux Etats-Unis à la suite d'un accident dans le métro de Washington D.C.**

Le 22 juin 2009, une collision entre deux rames du métro de Washington D.C. a eu pour conséquence la mort de 9 personnes et 52 blessés. A ce jour, 23 procès regroupés en une seule procédure ont d'ores et déjà été engagés contre Alstom Signaling Inc. et d'autres défendants extérieurs au Groupe. Les réclamations à l'encontre d'Alstom Signaling Inc. représentent à ce jour un montant supérieur à \$ 475 millions. Le rapport du National Transportation Safety Board sur l'origine de cet accident met partiellement en cause du matériel fourni par Alstom Signaling Inc.. Ces réclamations ont été déclarées aux assureurs du Groupe et Alstom estime qu'il dispose d'une couverture d'assurance adéquate. Il est prévu que l'affaire soit plaidée devant la District Court of Columbia en février 2012.

- **Métro de la ville de Budapest**

En 2006, BKV a attribué à Alstom un contrat pour livrer 22 trains Metropolis pour la ligne 2 et 15 trains pour la ligne 4 de la ville de Budapest. Durant l'exécution du contrat, Alstom a subi des retards essentiellement imputables à des modifications de qualifications techniques demandées par BKV et au refus par l'organisme hongrois de délivrer l'homologation définitive des trains. En août 2007, le NKH a délivré un agrément préliminaire, mais en octobre 2010, le NKH a cependant refusé de délivrer son homologation définitive. Le 19 octobre 2010, BKV a résilié le contrat et immédiatement appelé l'ensemble des garanties bancaires pour un montant total d'environ € 130 millions. Par ordonnance de référé du 25 octobre 2010, le tribunal de commerce de Nanterre a fait interdiction à la banque de payer, considérant que l'appel de ces garanties revêtait un caractère manifestement abusif. BKV a fait appel de cette décision devant la Cour d'appel de Versailles. Le 8 juin 2011, celle-ci a réformé la décision du tribunal de commerce de Nanterre et ordonné le paiement. Dernièrement, les parties ont convenu de suspendre la procédure d'arbitrage sur le fond initiée par Alstom le 21 janvier 2011, afin d'avoir le temps d'obtenir l'homologation définitive des trains.

- **Centrale à lignite de Maritza**

En 2006, AES a attribué à Alstom un contrat pour la construction d'une centrale à lignite à Maritza en Bulgarie. Durant l'exécution du contrat, Alstom a subi des retards et interruptions de travaux dus pour l'essentiel à la défektivité du lignite fourni par AES. En mars 2011, AES a résilié le contrat. AES avait auparavant appelé sa garantie bancaire. Par ordonnance de référé du 10 février 2011, le tribunal de commerce de Nanterre a fait interdiction à la banque de payer considérant que l'appel de garantie revêtait un caractère manifestement abusif. AES a fait appel de cette décision devant la Cour d'appel de Versailles. Le 6 juillet 2011, celle-ci a réformé la décision du tribunal de commerce de Nanterre et ordonné un paiement à hauteur de € 150 millions environ. La procédure d'arbitrage initiée par Alstom, notamment pour résiliation de contrat non fondée, est en cours ; les audiences de plaidoirie sont prévues en septembre 2012.

Il n'y a pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance, qui est en suspens ou dont le Groupe est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

NOTE 25. PARTIES LIEES

Bouygues, société française cotée à la Bourse de Paris, est l'actionnaire significatif détenant plus de 5% du capital de la société mère. Au 30 septembre 2011, Bouygues détient 30,7 % du capital.

Aucune transaction significative n'a été réalisée avec les sociétés mises en équivalence au cours du semestre clos au 30 septembre 2011.

NOTE 26. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le Groupe n'a pas identifié d'événement postérieur à la clôture qui devrait être mentionné dans les notes aux états financiers.

Rapport des auditeurs sur l'information financière semestrielle

Mazars

61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011**

Aux actionnaires

ALSTOM

3, avenue André Malraux
92300 LEVALLOIS-PERRET

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société ALSTOM relatifs à la période du 1er avril 2011 au 30 septembre 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration dans un contexte de crise économique et financière décrit dans le rapport semestriel d'activité. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 4 novembre 2011


Les Commissaires aux comptes

Mazars



Thierry Colin

PricewaterhouseCoopers Audit



Olivier Lotz

Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés d'ALSTOM (ci-après la « Société ») pour le semestre écoulé de l'exercice 2011/12 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Levallois-Perret, le 4 novembre 2011



Patrick Kron
Président-Directeur Général